

# Bilan

## Activités techniques

# 2024

**Normalisation**

**Certification**

**Information,  
Partenariat et  
Etudes Prospectives**

**Appui aux  
Entreprises et  
Gestion de Projets  
Structurants**

# SOMMAIRE

<b>A.</b>	<b>Plan stratégique 2021-2025 .....</b>	<b>3</b>
<b>B.</b>	<b>Normalisation.....</b>	<b>5</b>
<b>C.</b>	<b>Certification .....</b>	<b>18</b>
<b>D.</b>	<b>Appui des Entreprises et Gestion de Projets Structurants .....</b>	<b>32</b>
<b>E.</b>	<b>Information, Partenariat et Études Prospectives .....</b>	<b>40</b>
<b>F.</b>	<b>Qualité interne .....</b>	<b>46</b>
<b>G.</b>	<b>Représentation de la Côte d'Ivoire dans les instances régionales et internationales de normalisation .....</b>	<b>47</b>
<b>H.</b>	<b>Faits marquants .....</b>	<b>48</b>
<b>I.</b>	<b>Bureau du Directeur.....</b>	<b>50</b>
<b>J.</b>	<b>Programme d'Activités 2025 – Projets structurants .....</b>	<b>54</b>

## A-

# Plan stratégique 2021-2025

## A. Plan stratégique 2021-2025

Les cinq documents ci-après de stratégie ont été élaborés et validés par le Conseil :

- Le tableau synoptique du plan stratégique 2021-2025,
- La Stratégie Nationale de Normalisation (SNN),
- Le Bilan d'activités 2024,
- Le Plan d'actions issu du plan stratégique,
- Le programme d'activités 2024.

## MISSIONS DE CODINORM

CODINORM est chargée des activités techniques suivantes :

- Recenser les besoins en normes nouvelles et programmer les travaux de normalisation ;
- Coordonner l'élaboration des normes nationales ;
- Assurer leur publication et diffusion ;
- Participer aux mécanismes nationaux permettant à la Côte d'Ivoire de se conformer à l'Accord de l'Organisation Mondiale du Commerce sur les Obstacles Techniques au Commerce ;
- Participer aux activités des organisations sous régionales, régionales et internationales de normalisation ;
- Gérer la marque nationale de conformité aux normes et en déterminer les modalités d'attribution ;
- Émettre des avis sur la reconnaissance mutuelle des marques étrangères de conformité aux normes.

## VISION ET STRATEGIE DE CODINORM

Au regard de ses missions, CODINORM s'est dotée d'une vision et d'un plan stratégique pour la conduite de ses activités.

- **Vision**

CODINORM est déterminée à être un partenaire utile et incontournable des filières et organisations professionnelles nationales pour leur innovation, développement et leur compétitivité par l'approche normative en associant l'ensemble des parties prenantes et intéressées.

- **Plan stratégique**

CODINORM dispose d'un plan stratégique de 2021 à 2025 qui présente les enjeux pour ses missions, les grands travaux rattachés à ces enjeux, les angles d'attaques suivis des cibles et des indicateurs de mesures.

Ce plan stratégique répond en outre à la façon dont la normalisation contribue au Plan National de Développement élaboré par l'État de Côte d'Ivoire.

-----

**Nouvel enjeu à intégrer dans le Plan stratégique 2021-2025**

**Tableau 1 : Autres axes stratégiques devant être mieux conceptualisés, développés et mieux déployés**

<b>Enjeu : Développement de la culture normative et de l'influence de CODINORM</b>			
<b>Orientations stratégiques</b>	<b>Axes d'intervention</b>	<b>Objectifs stratégiques</b>	<b>Indicateurs</b>
<b>Orientation 1</b> Diagnostic des entreprises (PME et leur accompagnement)			
<b>Orientation 2</b> Production de documents normatifs			
<b>Orientation 3</b> Normalisation et la recherche			
<b>Orientation 4</b> Nouvelle articulation du Programme VOC pour que CODINORM assure le leadership			
<b>Orientation 5</b> Développement des ressources propres de CODINORM			
<b>Orientation 6</b> Besoin en expertise à développer au sein des entreprises pour leur performance (formation des entreprises)			

# B-

# Normalisation

## B. Normalisation

### B.1 Types des projets de normalisation conduits par CODINORM

On distingue 5 différents types de projets nationaux. Il faut noter que même si un projet consiste à participer à l'élaboration d'une norme internationale, l'initiative de prendre part à un tel projet est un effort national et nécessite la mobilisation des ressources nationales de l'ONN (en plus de celles des experts de l'industrie et des autres parties prenantes).

**Type 1 : Adoption d'une norme internationale (ou régionale)** [en abrégé : **Ad**]

Ce type s'applique dans le cas où il existe une norme internationale (ou régionale) qui a été identifiée comme appropriée pour répondre aux besoins nationaux. Dans ce cas, il convient de privilégier l'adoption de cette norme à l'identique et sans modification de contenu ou de structure.

**Type 2 : Évaluation d'une norme internationale (ou régionale) en vue de son adoption** [en abrégé : **Ev**]

Ce type s'applique si une norme internationale (ou régionale) a été identifiée comme étant vraisemblablement la plus pertinente, mais que des précisions restent encore à obtenir.

**Type 3 : Participation active à un projet nouveau ou en cours d'élaboration d'une norme internationale (ou régionale)** [en abrégé : **Pa**]

Ce type s'applique si une norme internationale (ou régionale) dont le niveau de priorité est très élevé au niveau national, est en cours d'élaboration. Il est recommandé à l'ONN de prendre une part active dans l'élaboration de cette norme.

**Type 4 : Surveillance (ou observation) d'un projet en cours d'élaboration d'une norme internationale (ou régionale)** [en abrégé : **Su**]

Ce type s'applique si une norme internationale (ou régionale) ayant une certaine priorité au niveau national (mais pas très élevée), est en cours d'élaboration. Dans ce cas, l'ONN n'est pas tenu de participer activement au projet.

**Type 5 : Élaboration d'une norme nationale** [en abrégé : **En**]

Ce type s'applique s'il n'existe aucune norme internationale (ou régionale) et que le niveau de priorité d'une telle norme est important au niveau national. Une autre possibilité pour l'ONN consiste à proposer un nouveau projet (nouvelle étude) à un comité technique approprié au niveau international ou régional.

### B.2 Activités menées

Les activités conduites pour l'élaboration des normes sont les suivantes :

- Analyse préliminaire
- Préparation et gestion des réunions des comités techniques
- Préparation du rapport de réunions du comité technique
- Vérification et distribution de projets
- Communication avec les parties prenantes
- Gestion du projet
- Organisation du vote sur un projet national
- Comparaison, analyse et circulation des commentaires
- Résolution des commentaires, mise à jour du projet de norme
- Rédaction/Finalisation de la norme nationale

### B.3 Ressources/organisation

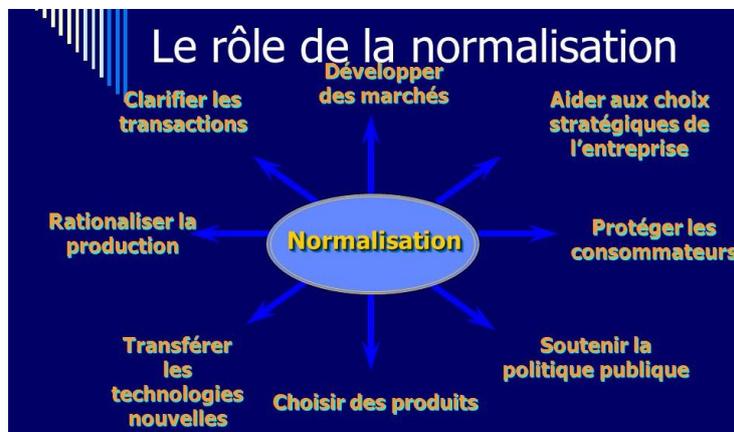
Pour conduire les 5 types de projets de normalisation, une équipe projet est mise en place et composée de :

- **Responsable technique** : employé de CODINORM ayant des compétences techniques et autres dans le domaine d'étude et qui joue aussi souvent le rôle de secrétaire d'un comité national.
- **Secrétariat** : employé de CODINORM exécutant principalement des tâches administratives et assurant des services d'assistance aux comités.
- **Éditeur/traducteur** : employé de CODINORM ayant des compétences dans la rédaction ou l'édition de normes et éventuellement les connaissances linguistiques requises pour la traduction d'une norme adoptée.

Les ressources générales utilisées sont diversifiées et comprennent :

- Plus de 50 comités techniques de normalisation aussi bien pour les secteurs primaires, secondaires et tertiaires,
- Plus de 800 experts bénévoles issus des organismes de recherche et des laboratoires du secteur privé et ONG,
- Un système de management qualité documenté conforme à ISO 9001 (2015),
- Une Stratégie Nationale de Normalisation (SNN) élaborée,
- Un Programme National de Normalisation (PNN) élaboré,
- Un accès aux bases de données des principaux organismes internationaux et régionaux de normalisation (l'Organisation internationale de normalisation - ISO, la Commission électrotechnique internationale – IEC, le Comité Européen de normalisation – CEN, le Comité Européen de normalisation électrotechnique – CENELEC, l'Organisation Africaine de Normalisation-ARSO, l'Institut de normalisation et de métrologie pour les pays islamiques – SMIC, la société américaine pour les essais et les matériaux – ASTM, la CEDEAO, la Commission Africaine de Normalisation Électrotechnique - AFSEC) soit l'accès à plus 60000 normes.

### B.4 Résultats 2024



#### ➤ Normes commandées par des institutions

##### Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADFA)

En attente de la validation du budget pour la phase de formation des bénéficiaires de programme

##### Ministère chargé de l'Agriculture à travers le Comité National de Codex Alimentarius (CNCA) financé par l'OMS

Ateliers des parties prenantes de promotion des normes homologuées sur les normes les fruits et légumes

Aucun programme pour 2025

##### SE-CONAPE

Communication en conseil des ministres pour la mise en place du cadre réglementaire pour la production et la vente du riz enrichi (**Programme en cours**)

Certification des unités de production du riz (**Programme en cours**)

Programme de Formation (**Programme en cours**)

Accompagnement et évaluation pour accréditation des laboratoires et pour analyse du riz enrichi (**Programme en cours**)

##### Filière textile

- Norme sur les fils de couture en coton destiné à l'exportation des produits agricoles (**en attente d'homologation**)
- Formation pour l'appropriation de normes ISO pour l'encadrement des couturiers
- Elaboration d'une norme Ivoirienne sur les serviettes hygiéniques réutilisables

**Convention avec l'Association Ivoirienne pour la Valorisation des Déchets Plastiques (AIVdP)**

- Norme emballage plastique alimentaire recyclé (Programme en cours)

**Comité Miroir National sur la Promotion et la mise en œuvre de l'égalité entre les femmes et les hommes (ISO/PC 337)**

- Lignes directrices relatives à la promotion et à la mise en œuvre de l'égalité entre les femmes et les hommes

**Economie circulaire (par le Ministère de l'Environnement et de Développement Durable)**

**Programme de promotion des 4 normes**

**Qualification des personnes à envisager (Budget et mise en œuvre par CODINORM)**

- ISO 59004 Économie circulaire — Terminologie, principes et recommandations pour la mise en œuvre
- ISO 59010 Économie circulaire — Recommandations relatives à la transition des modèles d'affaires et des réseaux de valeur
- ISO 59020 Économie circulaire — Mesure et évaluation de la circularité
- ISO 59040 Économie circulaire — Fiche de données de circularité des produits

Norme en enquête sur :

- NI ISO/DIS 59040 Économie circulaire — Fiche de données de circularité des produits

**Filière Emballage (par le CT de normalisation)**

- Promotion de la norme sur les Sacs poubelle pour déchets ménagers
- Certification des Sacs poubelle pour déchets ménagers

**Filière Secteur Véhicule (par le CT de normalisation)**

- 30 normes de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe (UNECE) à adopter.

*NB : Les normes/règlements UNECE portent sur la conception des véhicules pour le commerce international, européen puis mondial.*

*Les normes/règlements UNECE couvrent les domaines de la sécurité des véhicules, la protection de l'environnement, l'efficacité énergétique et la performance anti-vol.*

**BRVM (par le CT de normalisation)**

- 19 normes à élaborer portant sur les produits agricoles éligibles à la Bourse

**Filière Hévéa durable (par le CT de normalisation)**

- Elaboration de 4 normes :

APNI 4080-1 : 2024 Caoutchouc Spécifiés Techniquement (TSR) durable et traçable —Partie 1 : Exigences relatives aux systèmes de management de la durabilité du Caoutchouc Spécifié Techniquement (TSR)

APNI 4080-2 : 2024 Caoutchouc Spécifiés Techniquement (TSR) durable et traçable —Partie 2 : Exigences de performance (relatives aux aspects économiques, sociaux et environnementaux)

APNI 4080-3 : 2024 Caoutchouc Spécifiés Techniquement (TSR) durable et traçable —Partie 3 : Exigences de traçabilité

APNI 4080-4 : 2024 Caoutchouc Spécifiés Techniquement (TSR) durable et traçable — Partie 4 :Exigences pour les systèmes de certification

- Elaborer le règlement de certification

- Suivre les travaux du Comité miroir International (créé le 23 octobre 2024)

**Originlife SARL**

- Norme en cours d'homologation sur l'Eau potable purifiée

**Autorité de Régulation des Transports Intérieur (ARTI) :**

- Projets d'élaboration des normes sur le transport intérieur
- Normalisation

**Fédération des Associations des Consommateurs Actifs de Côte d'Ivoire (FACA-CI)**

- Projets d'élaboration de norme anti contrefaçon

**Commission Bâtiment et génie civil**

- Projets d'élaboration de normes et guides sur le bâtiment durable
- Projets d'élaboration de normes et guides sur les infrastructures de transport intérieur

*Nb : détermination par la Direction de Normalisation sur l'approche méthodologique des travaux sur les thématiques génériques ci-après pour rendre les travaux efficace et efficients (Exemple : bâtiment durable, économie circulaire*

**Animation des comités constitués**

Des sujets nouveaux et prioritaires ont été identifiés et font actuellement l'objet de travaux au sein des commissions de normalisation. Voir tableau ci-après :

**Tableau 2 : Liste des sujets de normalisation (Elaboration nationale)**

N°	Problématique	Titre du projet	Livrable/Intitulé de l'étude/Objet (Normes/décrets)	Comités Techniques	Sujets traités	Observations/résultats
1.	Farine panifiable à base de produits locaux (igname, tarot, banane plantain, patate douce, riz, soja, ...)	Valorisation des farines locales panifiables	Confirmer plusieurs hypothèses sur la panification des produits locaux identifiés  Normes sur les pains composés : norme révisée	CT3 : Produits Alimentaires	Pains composés Farines locales d'igname, de tarot, de sorgho, de banane plantain, de patate douce, de riz, de soja	D'autres normes sont en cours de préparation dans le cadre de la collaboration avec l'UFR bioscience de l'Université Félix Houphouët Boigny

N°	Problématique	Titre du projet	Livrable/Intitulé de l'étude/Objet (Normes/décrets)	Comités Techniques	Sujets traités	Observations/résultats
			<p>Développer la filière des PME de fabrication de farines locales</p> <p>Disponibilité des matières premières</p> <p>Communication sur les résultats</p>			
2.	<b>Réintroduire les micronutriments dans le riz pour palier au problème de carence du riz blanchi</b>	<b>Enrichissement du riz</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Norme sur le riz enrichi</li> <li>- Norme sur les grains de prémélanges de micronutriments</li> <li>- Texte réglementaire pour la certification du riz enrichi importé et du riz local</li> </ul>	CT 1 : Produits agricoles	<p>Conduite de projets de normes financés par le <u>SE-CONNAPE (Primature) et le PAM.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Études préliminaires et des avant-projets de normes sur la chaîne de valeur manioc et produits dérivés dans le cadre de la Stratégie Nationale d'Exportation et la certification du marché de gros de Bouaké.</li> </ul> <p>Convention avec le Secrétariat Exécutif du Conseil National pour la Nutrition, l'Alimentation et le Développement de la Petite Enfance (SE-SE CONNAPE) pour la normalisation des grains de pré-mélange de vitamines et de minéraux pour l'enrichissement du riz et du riz enrichi.</p>	<p>Un Texte réglementaire pour la certification du riz enrichi importé et du riz local est en cours de préparation ;</p> <p>Une communication en conseil des Ministres et l'évaluation et la mise à niveau des laboratoires dans le cadre d'une convention avec le SE CONNAPE est envisagé</p>
3.	<b>Absence de normes sur les fruits et légumes</b>	<b>Transcription des normes codex en Normes Ivoiriennes sur les fruits et légumes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Norme sur la mangue</li> <li>- Norme sur le piment frais</li> <li>- Norme sur le gingembre</li> <li>- Norme sur le fruit de la passion</li> </ul>	CT 1 : Produits agricoles	<p>Conduite de projets de normes financés par <u>l'OMS.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration et révision de normes nationales sur les fruits et légumes (Comité National de la commission du Codex alimentarius avec l'appui financier de l'OMS)</li> </ul>	Deux ateliers de renforcement des capacités des acteurs de la filière fruits et légumes réalisés les 26 Août et 19 septembre 2024
4.	<b>Industrialisation du manioc et ses dérivés</b>	<b>Élaboration de normes</b>	Conception d'une unité de production d'attiéké intégrant la valorisation des déchets comme bioénergie	CT 1 : Produits agricoles	Unité de production d'attiéké intégrant la valorisation des déchets comme bioénergie	Étude en cours
5.	<b>Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de la Bagoué, du Poro, du Tchologo, du Hambol et de Gbêkê.</b>	<b>PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES (Projet N° 2000001058 Financement FIDA Prêt N° 2000001951 signé le 27 mars 2018)</b>  Élaboration, l'actualisation et la diffusion de normes nationales	<p>Élaboration de normes ivoiriennes et des guides sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le riz blanchi ;</li> <li>- le riz étuvé,</li> <li>- la mangue séchée ;</li> <li>- la poudre de gombo séché ;</li> <li>- la poudre de piment séché.</li> </ul>	<p>CT 1 : Produits agricoles</p> <p>Et</p> <p>CT 3 : Produits Alimentaires</p>	<p>Le riz blanchi ;</p> <p>Le riz étuvé,</p> <p>La mangue séchée</p> <p>La poudre de gombo séché ;</p> <p>La poudre de piment séché</p>	Prendre un consultant pour accompagner le développement des filières dans la cadre de l'application des normes élaborées

N°	Problématique	Titre du projet	Livrable/Intitulé de l'étude/Objet (Normes/décrets)	Comités Techniques	Sujets traités	Observations/résultats
		sur les produits des filières soutenues par le PADFA				
6.	Réduire l'impact négatif des boissons alcoolisées énergisantes sur la santé des populations	Programme de normalisation sur les types de boissons alcoolisées énergisante	Normes et/ou documents normatifs sur les boissons alcoolisées énergisantes	CT 3 : Produits Alimentaires	Boissons alcoolisées énergisantes	Les travaux suspendus ont été relancés à la demande de l'administration  A cet effet, un budget a été soumis au ministère du Commerce et de l'Industrie pour le financement des études
7.	Qualité des produits fabriqués par les TPME dans la grande distribution	1/ Guide pour la Construction et la disposition des bâtiments 2/ Guide pour la disposition des locaux et de l'espace de travail  Pour les produits alimentaires suivants : Attiéké, Boissons, Épices	Guides/normes fondés sur HACCP et 22002-1	CT 3 : Produits Alimentaires  CT 17 : Textile Élaboration en cours de normes sur le tissu Traditionnel et Fil à coudre pour sac en jute	Construction et disposition des bâtiments, Disposition des locaux et de l'espace de travail pour les produits alimentaires tels que : Attiéké, Boissons, Épices	Les projets de normes ci-après sont en cours : - Norme sur les fils de couture en coton destiné à l'exportation est homologuée - « PNI 12512-2022 : Fil à coudre pour sac en jute pour exportation » est en cours d'homologation  Formation en cours pour l'appropriation de normes pour l'encadrement des couturiers
8.	Valorisation des travaux de recherche sur des sujets d'intérêts nationaux avec les UFR des universités	Élaboration de documents normatifs sur les thématiques suivantes traitées dans les divers centres de recherches universitaires : Produits alimentaires, produits cosmétiques, Alimentation	Guides, Normes, règlement techniques	CT 3 : Produits Alimentaires  CT4 : Chimie	Élaboration de normes  Farines locales, etc.  Parfum, fragrance, etc.  Élaboration de fiches techniques	Convention signée entre l'UFR Biosciences de l'Université Félix Houphouët Boigny et CODINORM pour l'élaboration des APNI sur les Produits agroalimentaires tels que les farines panifiables composés : blé-taro, blé-patate douce, blé-banane plantain, ...
9.	Tourisme	Audit/Évaluation des Établissements de Tourisme	Textes règlementaires à réviser ;  Normes ;  Convention à signer avec le ministère du Tourisme	CT 27 : Tourisme et activités connexes	-Classement des hôtels, des restaurants, des maquis  - Propositions de modification de la procédure de classement	- Élaboration et transmission d'un projet de convention entre CODINORM et le Ministère chargé du Tourisme - Élaboration et transmission d'un projet de budget au Ministère du Tourisme - Participation à la mise en place de la commission nationale de classement
10.	Sécurité des véhicules importés et assemblés en Côte d'Ivoire dans le secteur de l'Industrie Automobile	Développement de la filière automobile en Côte d'Ivoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Normes</li> <li>▪ Documents normatifs</li> <li>▪ Règlements de certification</li> <li>▪ Décret rendant obligatoire les normes et la certification</li> <li>▪ Programme d'accréditation de CODINORM</li> </ul>	CT 20 : Véhicules Routiers	Sécurité des véhicules importés Sécurité des assemblés	- 31 normes en cours d'élaboration dans le cadre du programme véhicules automobile de l'Etat - CODINORM est membre du Comité Interministériel du Programme Automobile de Côte d'Ivoire (PACI) - CODINORM a participé au voyage d'études en Afrique du Sud et au Ghana du 28 Octobre au 6 Novembre 2024  <b>Le livre blanc</b> (rapport des experts sud-africain contentant leurs propositions) est adopté par le Comité national de suivi du projet y compris les filières automobiles : - Mise en place d'une fiscalité spéciale pour les industries automobile notamment le système SKD (Système complet de montage automobile) - Fabrication par la Côte d'Ivoire des autocars et des camions remorques

N°	Problématique	Titre du projet	Livrable/Intitulé de l'étude/Objet (Normes/décrets)	Comités Techniques	Sujets traités	Observations/résultats
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Partenariat avec le Ghana pour la fabrication des véhicules légers</li> <li>- Autorisation de 3 constructeurs automobiles en Côte d'Ivoire dans le cadre de ce système</li> <li>- Certification de l'automobile assurée par CODINORM</li> </ul>
11.	<b>Compétitivité de l'Industrie Ivoirienne par la connexion aux nouvelles technologies aux nouvelles productions</b>	<b>Industrie 4.0</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Programme de certification des compétences</li> <li>▪ Programme d'accréditation</li> </ul>	▪	▪	<b>Programme avec l'ONUUDI</b> Un coordonnateur a été recruté par l'ONUUDI pour le suivi du programme. <ul style="list-style-type: none"> <li>- CODINORM organise des certifications pour les auditeurs et consultants</li> <li>- Programmation des réunions de validation du dispositif de certification</li> <li>- Recrutement d'un expert</li> </ul>
12.	<b>Efficacité énergétique dans l'industrie dans le cadre du programme PACIR financé par l'Union Européenne (ministère de l'intégration )</b>	<b>Efficacité énergétique pour les PME</b>	20 Experts en ISO 50001 qualifiés  Développement d'un programme de certification efficacité énergétique	TC 82 (comité miroir national Efficacité Énergétique)	Économie d'Énergie pour 4 entreprises sélectionnées dans le secteur du textile dans les technologies de l'information et de l'Agroalimentaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identification des 60 entreprises pour la formation de septembre 2023</li> <li>- Adoption du plan de communication sur le projet</li> <li>- Préparation de 2 séances de sensibilisation avec le Cabinet SOFRECO pour septembre 2023 au palm club à l'endroit de 60 entreprises</li> </ul>
13.	<b>Renforcement du cadre réglementaire</b>	<b>OPERATIONNALISATION PND</b>	Décret n°- du portant application des normes pour l'opérationnalisation du plan national de développement (PND)	---	---	Communication en Conseil des Ministres et projet de décret transmis au Directeur Général l'Industrie pour Examen depuis juillet 2024
14.	<b>Renforcement du cadre réglementaire</b>	<b>RESPONSABILITE SOCIETALE</b>	Décret n°..... du ..... Relatif aux exigences des parcs industriels, a la responsabilité sociétale (RSE/RSO) et au développement durable des communautés territoriales	---	---	Communication en Conseil des Ministres et le projet de décret ont été transmis à SOGEDI en vue d'une séance de travail
15.	<b>Renforcement du cadre réglementaire</b>	<b>SANTE</b>	Décret n°..... du ..... Fixant les modalités de la certification et de l'accréditation des établissements hospitaliers	---	---	<b>Validation</b> du projet de décret à Yamoussoukro depuis 2022 par l'ensemble des Parties prenantes du secteur de la santé
16.	<b>Renforcement du cadre réglementaire</b>	<b>HYGIENE SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS</b>	Décret n° ...du...portant modalités de gestion de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires	---	---	Communication en Conseil des Ministres et projet de décret transmis au Directeur Général l'Industrie pour Examen depuis juillet 2024
17.	<b>Renforcement du cadre réglementaire</b>	<b>CONSTRUCTION ET URBANISME</b>	Décret n°2021- du 2021 instituant les mesures de certification dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics	---	---	Communication en Conseil des Ministres et projet de décret transmis au Directeur Général l'Industrie pour Examen depuis juillet 2024
18.	<b>Renforcement du cadre réglementaire</b>	<b>Accessoires gaz butane</b>	Décret n°2021- du 2021 règlementant l'importation et la fabrication locale des accessoires et matériels de raccordement de bouteilles à gaz	---	---	Communication en Conseil des Ministres et projet de décret transmis au Directeur Général l'Industrie pour Examen depuis juillet 2024
19.	<b>Renforcement du cadre réglementaire</b>	<b>Dossier fer à béton</b>	Arrêté interministériel n°2022- du 2022 instituant un système de certification obligatoire des aciers pour armature du béton dénommé « marque NI-Fer à béton »	---	---	Communication en Conseil des Ministres et projet de décret transmis au Directeur Général l'Industrie pour Examen depuis juillet 2024
20.	<b>Renforcement du cadre réglementaire</b>	<b>Dossier koutoukou</b>	Communication en conseil des ministres relative aux mesures pour la fabrication et la commercialisation du Koutoukou	---	---	Projet de décret déjà rédigé

N°	Problématique	Titre du projet	Livrable/Intitulé de l'étude/Objet (Normes/décrets)	Comités Techniques	Sujets traités	Observations/résultats
21.	Renforcement du cadre réglementaire	Fabrication locale des bouteilles de gaz	Décret n°2021- du 2021 réglementant l'importation et la fabrication locale des bouteilles de gaz	---	---	Communication en Conseil des Ministres et projet de décret transmis au Directeur Général l'Industrie pour Examen depuis juillet 2024
22.	Renforcement du cadre réglementaire	NI service formation	Décret n° xxxxxx relatif à la qualité des actions de la formation professionnelle	---	---	Communication en Conseil des Ministres et projet de décret transmis au Directeur Général l'Industrie pour Examen depuis juillet 2024 Le programme de certification a été adopté et une séance de travail avec le Directeur de Cabinet du ministre de la formation professionnelle

**Tableau 3 : liste des sujets de normalisation (Participation internationale ou régionale)**

N°	Comités Techniques	Sujets traités	Observations/résultats
1.	Comités miroirs nationaux	<p><b>Membre Participant dans :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 33 Comités techniques internationaux ISO</li> <li>- 4 Comités techniques IEC (IEC - Members &gt; Côte D'Ivoire (CI))</li> <li>- 10 Comités du SMIIC (SMIIC IS)</li> <li>- 7 Comités techniques ARSO (African Organisation for Standardisation   ARSO (arso-<a href="http://arso-aran.org">aran.org</a>))</li> <li>- 9 Comités techniques CEDEAO</li> <li>- 5 Comités techniques AFSEC (AFSEC (<a href="http://afsec-africa.org">afsec-africa.org</a>))</li> </ul> <p><b>Membre Observateur dans :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 44 Comités techniques internationaux ISO (ISO - CODINORM - Côte d'Ivoire Normalisation)</li> </ul> <p><b>Comité de politique de l'ISO :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Participant au DEVCO et au CASCO</li> <li>- Observateur au COPOLCO</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>ISO/TC 323 Économie circulaire</b></li> <li>- 4 normes ont publiées</li> <li><a href="#">ISO 59004:2024</a> Économie circulaire — Vocabulaire, principes et recommandations pour la mise en œuvre</li> <li><a href="#">ISO 59010:2024</a> Économie circulaire — Recommandations relatives à la transition des modèles d'affaires et des réseaux de valeur</li> <li><a href="#">ISO 59020:2024</a> Économie circulaire — Mesure et évaluation de la performance de circularité</li> <li><a href="#">ISO/TR 59032:2024</a> Économie circulaire — Examen des réseaux de valeur existants</li> <li>- Formation des membres du comité sur la normes ci-dessus</li> <li>- Préparation d'un projet par le comité miroir pour promouvoir les normes sur l'économie circulaire : formation des formateurs et experts consultants, accompagnement d'un pool d'entreprises</li> <li>• <b>ISO/PC 337 Lignes directrices relatives à la promotion et à la mise en œuvre de l'égalité entre les femmes et les hommes :</b></li> <li>- Formation des membres du comité sur la norme <a href="#">ISO 53800:2024</a> Lignes directrices relatives à la promotion et à la mise en œuvre de l'égalité entre les femmes et les hommes et à l'empouvoirement des femmes</li> <li>- Préparation d'un projet par le comité miroir pour promouvoir la norme ISO 53800 : formation des formateurs et experts consultants, accompagnement d'un pool d'entreprises, dont les avantages sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Favorise <b>une compréhension et une mise en œuvre globales de l'égalité entre les femmes et les hommes</b></li> <li>• Soutient la construction de <b>cultures organisationnelles inclusives et équitables</b></li> <li>• Encourage le respect de l'égalité entre les femmes et les hommes, un <b>aspect fondamental en matière de droits de l'homme</b></li> <li>• Aide les organisations à <b>satisfaire à leurs obligations légales</b> en matière d'égalité entre les femmes et les hommes</li> </ul> </li> </ul> <p>Création des Comités miroirs nationaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">ISO/TC 339</a> Centrales hydroélectriques de petite taille</li> </ul> <p>Groupe de travail sur les bornes de recharge des véhicules électriques par le Comité Electrotechnique de Côte d'Ivoire</p> <p><a href="#">ISO/TC 45</a> Élastomères et produits à base d'élastomères</p> <p><a href="#">ISO/TC 45/SC 1</a> Tuyaux et flexibles en caoutchouc et en matière plastique</p> <p><a href="#">ISO/TC 45/SC 2</a> Essais et analyses</p> <p><a href="#">ISO/TC 45/SC 3</a> Matières premières (y compris le latex) à l'usage de l'industrie des élastomères</p> <p><a href="#">ISO/TC 45/SC 4</a> Produits (autres que tuyaux)</p>

## B.5 Participation à la normalisation régionale et internationale

CODINORM a participé au cours de l'année 2024 à l'élaboration des normes au sein des comités régionaux et internationaux. Les formations, ateliers et réunions internationaux auxquels CODINORM a participé sont répertoriés dans le tableau ci-après :

**Tableau 4 :** Participation à la normalisation régionale et internationale

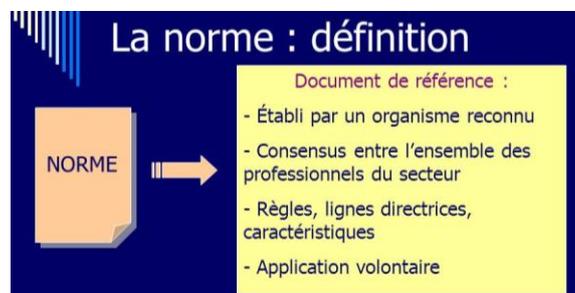
Au plan international (ISO, IEC, SMIIC, RNF, ASTM)				
N°	Titre/Objet	Date	Lieu/Statut	Actions menées et/ou à mener à l'issue de la mission
1.	Assemblée Générale de l'IEC	19 – 31 octobre 2024	Ecosse	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Représenter la Côte d'Ivoire</li> <li>- Impliquer davantage le Conseil d'Administration pour mieux comprendre les enjeux de la normalisation dans la gestion de CODINORM</li> <li>- Améliorer la collaboration entre CODINORM et les parties prenantes</li> </ul>
2.	Assemblée Générale de l'ISO	07- 15 Septembre 2024	Carthagène	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Représenter la Côte d'Ivoire</li> <li>- Impliquer davantage le Conseil d'Administration pour mieux comprendre les enjeux de la normalisation dans la gestion de CODINORM</li> <li>- Améliorer la collaboration entre CODINORM et les parties prenantes</li> </ul>
3.	6 <sup>ème</sup> forum halal Maroc (FOHAM)	25-27 Juin 2024	Casablanca	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir la normalisation et la certification halal</li> <li>- Participer davantage aux initiatives régionales et internationales sur les produits halal</li> </ul>
4.	Programme ASTM « Standards expert program 2024 »	27 Avril-14 Mai 2024	Pennsylvanie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travailler étroitement avec l'ASTM</li> <li>- Participer davantage aux travaux techniques de l'ASTM</li> </ul>
5.	Atelier de renforcement des capacités sur les normes de développement des petites centrales hydroélectriques	19-22 Mars 2024	Abuja	Participer aux travaux de l'ISO/TC 339 : Centrales hydroélectriques de petite taille

Au plan africain (ARSO et AFSEC)				
N°	Titre/Objet	Date	Lieu	Actions menées et/ou à mener à l'issue de la mission
6.	Voyage d'études en Afrique du Sud et au Ghana dans le cadre de l'élaboration du Programme Automobile de Côte d'Ivoire	28 Octobre au 06 Novembre 2024	Port Elisabeth-Durban-Accra	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Eloborer des normes</li> <li>- Faire la certification produit et compétence</li> <li>- Faire l'homologation des véhicules</li> </ul>
7.	Rencontres sectorielles des opérateurs d'import-Export relatives aux dispositions normatives et réglementaires de la Côte d'Ivoire	06-25 Septembre 2024	Washington	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir les normes sur le marché Américain</li> <li>- Prendre en compte l'accès au marché américain par les TPE et TPME</li> <li>- Faire un accompagnement adapté</li> </ul>
8.	Assemblée Générale de l'AFSEC	02-06 Septembre 2024	Kigali	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aider à la révision des statuts</li> <li>- Adopter les normes de l'AFSEC</li> <li>- Mettre les normes adoptées sur la plate forme de l'AFSEC</li> <li>- Participer au TC et au programme des jeunes professionnels</li> </ul>
9.	Atelier ZLECAF de renforcement des capacités pour la région de l'Afrique de l'Ouest	18-20 Juin 2024	Accra	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accompagner les filières nationales</li> <li>- Répondre à leurs besoins</li> </ul>
10.	Atelier ARSO	2-7 juillet 2024	Abidjan	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Participer aux travaux de normalisation</li> <li>- sur les aliments pour animaux</li> <li>- sur le laits et produits laitiers</li> <li>- Adopter les normes ARSO dans l'agroalimentaire</li> </ul>

Au plan sous régionale (UEMOA, CEDEAO)				
N°	Titre/Objet	Date	Lieu	Actions menées et/ou à mener à l'issue de la mission
11.	Atelier de promotion des normes ECOSTAND sur le pico solaires et systèmes solaires domestiques (SSD) jusqu'à 350 WC et les méthodes d'essai	12-13 Septembre 2024	Abidjan	Promouvoir l'application de ces normes
12.	Réunion de revue des textes de l'ECOWAQ et proposition d'un mécanisme financier	14-18 Mai 2024	Abuja	Travailler à l'opérationnalisation de l'ECOWAQ
13.	Réunion du Groupe régional de travail sur la fortification des aliments 25-26 mars 2024) et réunion du TMC (27-28 mars 2024)	25-28 mars 2024	Abuja	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nouveaux projets d'enrichissement des aliments infantiles tel que les purées</li> <li>- Examen des projets de programme des THC's</li> <li>- Participer au programme d'harmonisation</li> </ul>

### B.6 – Résultats relatifs à l'adoption des normes

	2022	2023	2024	Observation
<b>Normes Ivoiriennes</b>	19	34	48	Normes adoptées par les commissions de normalisation et soumises au Comité Ivoirien de Normalisation pour homologation (voir soit-transmis au CIN)
<b>Normes ECOSTANDS</b>	---	31	10	Projets de normes validés par le Conseil des Ministres en Charge de l'Industrie
<b>Projets de normes de la filière textile et habillement</b>	----	58	---	Projets de normes de la filière textile et habillement adoptés par le TMC et recommandés au Conseil des Ministres en Charge de l'Industrie pour validation



### NORMES IVOIRIENNES SUR LE PROGRAMME VEHICULE (PACI) :

#### Contexte :

Le gouvernement de Côte d'Ivoire a adopté en décembre 2023, le livre blanc automobile qui regroupe un ensemble de 20 mesures pour développer le secteur de la fabrication et l'importation de l'automobile en privilégiant 3 groupes d'automobiles à savoir :

- les autocars,
- les camions et remorques,
- les véhicules de tourisme

l'une des mesures concerne la certification et le marquage des automobiles.

Pour ce faire, CODINORM a été identifié par le cabinet sud-africain qui accompagne le programme pour assurer la certification et le marquage des automobiles.

Les normes applicables à la certification de marquage sont les normes de la Commission Européenne pour les nations Unies (UNECE) qui regroupe 160 règlements sur les automobiles portant sur les pneus, la carrosserie, tous les composants et accessoires des véhicules.

Pour mener à bien les activités de normalisation et de certification, CODINORM avec l'appui de l'expert sous l'égide du Ministère du Commerce et de l'Industrie, a identifié une série d'actions ci-après :

- 8 avant-projets de normes à adopter par le Comité de normalisation (programme Automobile de Côte d'Ivoire)
- 26 autres normes issues de l'UNECE à adopter et à homologuer en l'état.
- Des textes réglementaires à élaborer
- 1 règlement de certification à adopter

Pour rappel, quelques-unes des 20 mesures adoptées par le livre blanc portent sur :

- La mise en place d'un Comité national de Pilotage du Programme Automobile de Côte d'Ivoire (PACI) pour assurer le suivi du programme comprenant toute les Parties Intéressées pertinentes dont la Primature, Douanes, Ministère de l'Industrie, Impôts, SOGEDI, Ministère de l'Economie, GIPAME, CODINORM :
- La Mise en place d'une fiscalité spéciale pour les industries automobile notamment le système SKD (Système complet de montage automobile)
- La Fabrication par la Côte d'Ivoire des autocars, des camions remorques et des voitures de tourisme
- L'Autorisation de 3 constructeurs automobiles en Côte d'Ivoire par type de véhicule : autocars, des camions remorques et des voitures de tourisme,
- La Certification et le marquage de l'automobile assurée par CODINORM

Pour mieux appréhender les missions que le gouvernement, a bien voulu confier à CODINORM, une mission a été effectuée dans le mois de juillet 2024 auprès du Ghana Standard Authority (GSA) qui est la structure de normalisation et de certification du Ghana. Le GSA effectue la certification des automobiles depuis 2020 dans le cadre du Programme automobile du Ghana.

En outre, CODINORM a pris part à la mission gouvernementale relative au voyage d'études en Afrique du Sud et au Ghana dans le cadre de l'élaboration du Programme Automobile de Côte d'Ivoire du 28 Octobre au 06 Novembre 2024.

Les normes en cours d'adoption dans le cadre du PACI sont :

Code de la norme	Intitulé de la norme
1. APNI 15001	Véhicules automobiles de la catégorie M1, spécification
2. APNI 15002	Véhicules automobiles de la catégorie M2, spécification
3. APNI 15003	véhicules automobiles de la catégorie M3, spécification
4. APNI 15004	véhicules automobiles de la catégorie N1, spécification
5. APNI 15005	véhicules automobiles de la catégorie N2, spécification
6. APNI 15006	véhicules automobiles de la catégorie N3, spécification
7. APNI 15007	véhicules automobiles de la catégorie O2, spécification
8. APNI 15008	véhicules automobiles de la catégorie O3, spécification
9. APNI 15000	Procédure de certification d'un modèle de véhicule automobile et de ses variantes
10. NI UNECE 03R02	1. Prescriptions uniformes concernant l'homologation des dispositifs catadioptriques pour les véhicules à moteur et leurs remorques (UNECE 03R02 Rév. 3 – 31 mai 2005, IDT)
11. NI UNECE 04R00	2. Prescriptions uniformes concernant l'homologation des dispositifs d'éclairage des plaques d'immatriculation arrière des véhicules à moteur et de leurs remorques (UNECE 04R00 Rév. 3 – 19 août 2013, IDT)
12. NI UNECE 06R01	3. Prescriptions uniformes concernant l'homologation des indicateurs de direction pour véhicules à moteur et leurs remorques (UNECE 06R01 Rév. 5 – 7 octobre 2011, IDT)
13. NI UNECE 07R02	4. Prescriptions uniformes concernant l'homologation des feux de position avant et arrière, des feux stop et des feux d'encombrement pour les véhicules à moteur (à l'exception des motocycles) et leurs remorques (UNECE 07R02 Rév. 5 – 30 juin 2010, IDT)
14. NI UNECE 12R04	5. Prescriptions uniformes concernant l'homologation des véhicules en ce qui concerne la protection du conducteur contre le mécanisme de direction en cas de choc (UNECE 12R04 Rév. 4 – 10 octobre 2012, IDT)
15. NI UNECE 13R08	6. Prescriptions uniformes concernant l'homologation des véhicules des catégories m, n et o en ce qui concerne le freinage (UNECE 13R08 Rév. 3 – 3 octobre 1996, IDT)
16. NI CEE-ONU 13HR00	7. Prescriptions uniformes concernant l'homologation des voitures particulières en ce qui concerne le freinage (Règlement CEE-ONU 13HR00 Rév. 1 – 17 janvier 2008, IDT)
17. NI UNECE 14R05	8. Prescriptions uniformes concernant l'homologation des véhicules en ce qui concerne les ancrages de ceinture de sécurité, les systèmes d'ancrage ISOFIX et les ancrages de fixation supérieure isofix (UNECE 14R05 Rév. 3 – 23 mai 2003, IDT)

Code de la norme	Intitulé de la norme
18. NI UNECE 16R04	9. Prescriptions uniformes concernant l'agrément de : I. Ceintures de sécurité, systèmes de retenue, systèmes de retenue pour enfants et systèmes de retenue pour enfants ISOFIX pour occupants de véhicules à moteur II. Véhicules équipés de ceintures de sécurité, d'un rappel de ceinture de sécurité, de systèmes de retenue, de systèmes de retenue pour enfants et de systèmes de retenue pour enfants ISOFIX (UNECE 16R04 Rév. 4 – 11 août 2000, IDT)
19. NI UNECE 17R04	10. Prescriptions uniformes concernant l'homologation des véhicules en ce qui concerne les sièges, leurs ancrages et les éventuels appui-têtes (UNECE 17R04 Rév. 3 – 20 mars 1990, IDT)
20. NI UNECE 23R00	11. Prescriptions uniformes concernant l'homologation des feux de recul pour les véhicules à moteur et leurs remorques (UNECE 23R00 Rév. 3 – 19 septembre 2008, IDT)
21. NI UNECE 28R00	12. Prescriptions uniformes concernant l'homologation des avertisseurs sonores et des véhicules à moteur en ce qui concerne leurs signaux sonores (UNECE 28R00 Amend. 5 – 7 février 2018, IDT)
22. NI UNECE 30R02	13. Prescriptions uniformes concernant l'homologation des pneumatiques pour véhicules à moteur et leurs remorques (UNECE 30R02 Rév. 3 – 29 mars 2007, IDT)
23. NI UNECE 39R00	14. Prescriptions uniformes concernant l'homologation des véhicules en ce qui concerne l'équipement du compteur de vitesse, y compris son installation (UNECE 39R00 Rév. 1 - 7 février 2003, IDT)
24. NI UNECE 43R00	15. Dispositions uniformes concernant l'approbation des matériaux de vitrage de sécurité et leur installation sur les véhicules (UNECE 43R00 Rév. 02 – 11 février 2004, IDT)
25. NI UNECE 46R02	16. Prescriptions uniformes concernant l'homologation des dispositifs de vision indirecte et des véhicules automobiles en ce qui concerne l'installation de ces dispositifs (UNECE 46R02 Rév. 2 – 29 novembre 2005, IDT)
26. NI UNECE 48R04	17. Prescriptions uniformes concernant l'homologation des véhicules en ce qui concerne l'installation de dispositifs d'éclairage et de signalisation lumineuse (UNECE 48R04 Rév. 6 – 14 juin 2010, IDT)
27. NI UNECE 51R02	18. Prescriptions uniformes concernant l'homologation des véhicules à moteur ayant au moins quatre roues en ce qui concerne leurs émissions sonores (UNECE 51R02 Rév. 2 -29 novembre 2011, IDT)
28. NI UNECE 54R00	19. Prescriptions uniformes concernant l'homologation des pneumatiques pour véhicules utilitaires et leurs remorques (UNECE 54R00 Rév. 2 – 16 avril 2004, IDT)
29. NI UNECE 83R02	20. Dispositions uniformes concernant l'homologation des véhicules en ce qui concerne les émissions de polluants conformément aux exigences en matière de carburant du moteur (UNECE 83R02 Rév. 1 - 19 juillet 1995, IDT)
30. NI UNECE 90R02	21. Prescriptions uniformes concernant l'approbation des ensembles de garnitures de frein de remplacement, des garnitures et des disques et tambours de frein à tambour pour les véhicules à moteur et leurs remorques (UNECE 90R02 Rév. 3 – 17 février 2012, IDT)
31. NI UNECE 112R00	22. Prescriptions uniformes concernant l'homologation des projecteurs de véhicules à moteur émettant un faisceau de croisement asymétrique ou un faisceau de route ou les deux et équipés de lampes à incandescence et/ou de modules à diodes électroluminescentes (LED) (UNECE 112R00 Rév. 2 – 22 septembre 2010 , IDT)

### Au titre des normes ECOSTANDS

Tous les comités techniques d'harmonisation ont soumis chacun un projet de programme de normalisation. Le programme d'harmonisation est en cours dans les comités THC 2 : Produits Alimentaire et THC 3 : Chimie.

### B.7 Autres activités

#### Au titre des cotisations dans les instances régionales et internationales de Normalisation

L'État de Côte d'Ivoire est à jour de ses cotisations auprès des organisations internationales dont elle est membre. Ce sont l'ISO, IEC et IECEE, CENELEC, CEN, ARSO, SMIIC, AFSEC, AFSEC, RNF.

#### Au titre de la mise en œuvre de la SNN comprenant le programme de travail des Comités Techniques relativement aux priorités nationales

Le document technique de la SNN sert de base à la rédaction du programme d'action des plans d'affaires des Commissions de normalisation. Il a été mis à jour par rapport au **PND 2021-2025**.

Les Sujets ci-après relatifs au PND 2021-2025 concernent les initiatives en cours ou prévues qui visent à appuyer les nouvelles priorités du gouvernement.

Ce sont :

- Les normes et règlements techniques (lois, décrets, etc.) utiles sur les parcs industriels durables ;
- Les normes et règlements techniques (lois, décrets, etc.) utiles pour accompagner les filières Agro-industrie, Chimie et plasturgie, Matériaux de construction, d'ameublement et d'équipement, Industrie pharmaceutique, textile (vestimentaire et ameublement) et accessoires, emballage, fabrication des pièces détachées, assemblage de véhicules et spécialité, Économie numérique, Tourisme et hôtellerie, Mines et Hydrocarbures.

### **Au titre de l'élaboration des APNI par les filières**

Les APNI sont systématiquement élaborés par les filières techniques avec la contribution des partenaires tel que « l'AIVP ». À titre d'exemple, les normes sur les fils de couture en coton destinés à l'exportation ont été produites par les experts et producteurs des différentes filières.

### **Au titre du rôle de leadership dans le développement des normes régionales et sous-régionales**

La Côte d'Ivoire assure le secrétariat des comités techniques de l'AFSEC sur le TC 82 concernant les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et le TC 64 sur les installations électriques. Elle a sollicité l'animation du comité de normalisation du comité technique de l'AFSEC sur le e-mobility.

Au niveau de la CEDEAO, la Côte d'Ivoire assure le Secrétariat du THC 5 sur l'électrotechnique et celui du THC 6 concernant le tourisme.

### **Au titre des Propositions des nouveaux sujets de normalisation**

Les travaux ci-après sont pris en charge par les Commissions de normalisation :

- Élastomères et produits à base d'élastomères
- Lignes directrices relatives à la promotion et à la mise en œuvre de l'égalité entre les femmes et les hommes
- Management de l'innovation
- Cacao durable (convention avec le Conseil Café Cacao)
- Produits concernés par la Bourse des Matières Premières Agricoles (convention avec la BRVM)
- Économie circulaire
- Management anti-corruption
- Bonne gouvernance
- Chimie (plomb dans la peinture)
- Biodiversité
- Technologie de l'Information
- Véhicules électriques
- E-mobility
- Education et services de formation

### **Au titre de l'anticipation sur les travaux régionaux (Disposer de normes nationales) et Proposition des nouveaux sujets de normalisation**

La Stratégie Nationale de la Normalisation (SNN) est élaborée et mise à jour pour prendre en compte les sujets nouveaux de normalisation.

Le cadre réglementaire de gestion des filières doit accompagner l'élaboration des normes nouvelles.

### **Au titre de l'inscription de CODINORM dans les sujets d'intérêts nationaux en rapport avec la Stratégie Nationale de la Normalisation (SNN)**

Les comités ISO en rapport avec la SNN ont été identifiés et mis en place.

Ils sont présidés par les ministères de tutelle.

### **Au titre de l'établissement de Conventions de travail avec les filières pour le financement des travaux des comités**

Quatre conventions (OMS, CNPS, AIVP et ORIGINLIFE SARL) ont été signées. La convention signée avec le secrétariat exécutif du conseil national de la nutrition de l'alimentation et du développement de la petite enfance (SE-CONNAPE) et le PAM pour la normalisation du riz enrichi est en cours d'extension sur des programmes de certification, d'accompagnement de laboratoires et de mise en place d'un cadre réglementaire. Deux autres conventions sont en cours avec la FACACI et FILCOLORE.

Cinq conventions (FACACI, SE CONNAPE, CNPS, AIVDP et ORIGINLIFE SARL) ont été signées. La convention signée avec le secrétariat exécutif du conseil national de la nutrition de l'alimentation et du développement de la petite enfance (SE-

CONNAPE) et le PAM pour la normalisation du riz enrichi est en cours d'extension sur des programmes de certification, d'accompagnement de laboratoires et de mise en place d'un cadre réglementaire.

#### **Au titre de l'élaboration des projets avec chaque filière**

L'élaboration de stratégie basée sur la **normalisation, la certification et les règlements techniques** soutenue par **des projets** qui contribuent au développement des filières en saisissant toutes les opportunités offertes par l'analyse du contexte et du retour d'information des parties prenantes y compris les comités techniques de normalisation.

Exemples de quelques sujets enregistrés : Sécurité des accessoires et bouteille de gaz butane, Cacao durable, NI-Sac poubelle, application des normes dans les marchés publics, application de la loi sur la santé (certification et accréditation), Responsabilité sociétale et communauté territoriale durable, Hygiène-Sécurité Sanitaire des aliments, Fonds Compétitivité industrielle, Certification secteur du bâtiment.

#### **Au titre de la collaboration avec des organismes internationaux**

Collaboration avec le Centre du Commerce International (ITC),

Formation gratuite du « Programme de Partenariats Commerciaux du Royaume-Uni (UKTP) organise en collaboration avec CODINORM :

- formation à l'élaboration et la promotion des normes conformément à l'accord OMC- OTC et le guide ISO/CEI 21-1, le 21 novembre 2024, Hôtel Belle côte, Abidjan,
- formation aux bonnes pratiques pour l'élaboration et l'application des règlements techniques, le 22 novembre 2024, Hôtel Belle côte, Abidjan,

# C- Certification

## C. Certification

### C.1 Leviers pour le développement de la Certification

Les leviers sur lesquels la certification s'appuie sont de plusieurs ordres dont :

- La réforme des marchés publics ;
- Communication envers le grand public ;
- Communication avec certaines parties intéressées telles que :
  - Les Chambres Consulaires ;
  - Les rencontres avec les différentes filières ;
  - Sollicitation d'experts techniques étrangers sur certains programmes de certification ;
  - Les missions économiques au sein de certaines Ambassades
- Extension du domaine de certification en développant la certification des systèmes afin d'offrir des services pour les 3 types de certification (système, personne et produit) ;
- Programme de formation et transfert de compétences d'experts techniques en Certification Produits pour combler le déficit et/ou pour étoffer le fichier des experts dans des domaines spécifiques ;
- Offre de service de la certification intégrée (certification produit et système) afin de permettre aux entreprises bénéficiaires de tirer des avantages tels que : l'analyse et la réduction des risques d'incohérences dans le pilotage de l'entreprise, l'optimisation des ressources par mutualisation et la cohérence des décisions et des actions grâce à une vision globale ;
- Offre des programmes spécifiques de mise à niveau aux entreprises candidates à la certification et celles qui sont certifiées.



### C.2 Certification Produits

#### C.2.1 Activités liées à la gestion de la certification des produits

- Élaboration de règlements particuliers de certification (Application sectorielle) ;
- Gestion des comités de certification ;
- Instructions de dossiers ;
- Audit initial/Inspection ;
- Audit de surveillance, extension, complémentaire, supplémentaire ;
- Décision de certification ;
- Information/Communication avec les organismes certifiés ;
- Gestion du système d'information en ligne ;
- Gestion des experts techniques et des auditeurs ;
- Évaluation et sélection des laboratoires ;
- Expédition et suivi d'échantillon au laboratoire ;
- Réalisation des essais au laboratoire ;
- Gestion des rapports d'essais ;
- Revue des évaluations par des experts techniques ;
- Audit qualité et de production ;
- Gestion des rapports d'audit ;
- Approche commerciale ;
- Maintien du système d'accréditation selon 17065 ;
- Inspection aux frontières terrestres (Programme VOC) ;
- Suivi des recouvrements des clients en convention.



**Tableau 5** : Activités menées par la certification des produits

N°	Activités	Sous activités
1.	<b>Instruction des dossiers des attestations de conformité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Instruire des dossiers d'attestations de conformité (accueil téléphonique, demande d'information, explication de la procédure de certification, orientation des clients vers d'autres services à l'intérieur ou à l'extérieur de CODINORM, étude de faisabilité des demandes de certification, information par courrier électronique, échange au bureau, préparation des audits, sélection des auditeurs, organisation des missions des audits à Abidjan, à l'intérieur et à l'extérieur de la cote d'Ivoire, recherche et sélection de laboratoire compétent pour la réalisation des essais, )</li> <li>- Renseigner le registre de suivi de délivrance des attestations de conformité en version papier et électronique</li> <li>- Classer, stocker et conserver les enregistrements et autres documents et gérer les archives</li> <li>- Établir un bilan de la gestion des activités réalisées</li> </ul>
2.	<b>Assurer le suivi des conventions et prestation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Instruire et signer des conventions de travail</li> <li>- Proposer des projets de conventions de travail</li> <li>- rédiger des conventions de travail</li> <li>- Planifier et faire réaliser les audits</li> <li>- Sélectionner les auditeurs</li> </ul>
3.	<b>Prospecter les entreprises concernées par le cadre réglementaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un programme de prospection de cinquantaine d'entreprises (physiques et téléphonique) pour inciter les entreprises à se conformer au décret 1152</li> <li>- Présentation aux entreprises, du cadre réglementaire en Côte d'Ivoire relatif à la certification des produits notamment le décret 1152 du 28 décembre 2016</li> <li>- Prospecter physiquement de nouvelles entreprises à se conformer au décret 1152</li> </ul>
4.	<b>Audits et inspections</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Planifier des audits et inspections pour les entreprises clientes de la certification (convention ou non).</li> <li>- Sélectionner les auditeurs</li> <li>- Examiner les rapports d'audits pour chaque audit réalisé</li> </ul>
5.	<b>Gérer les relations avec les laboratoires et autres prestataires notamment pour le respect des délais, leur évaluation et le suivi de leur règlement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivre le règlement des factures d'une dizaine de laboratoires</li> <li>- Suivre le règlement de factures des transporteurs (DHL)</li> <li>- Suivre le règlement de factures de l'organisme d'accréditation</li> <li>- Suivre le règlement de factures de l'assurance responsabilité civile et multirisque professionnelle</li> <li>- Suivre le règlement de factures de notre statut de « recognized certification body » délivré par l'IECEE dans le cadre de la certification des appareils électriques</li> </ul>
6.	<b>Système de management selon ISO CEI 17065</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la mise en place d'un système qualité conforme selon la norme ISO CEI 17065</li> <li>- Rendre compte du fonctionnement du système à la Direction Générale</li> <li>- Améliorer le niveau de satisfaction des clients</li> <li>- Réduire les dysfonctionnements dans les prestations du département</li> <li>- Vérifier et gérer le Manuel Qualité et les procédures</li> <li>- S'assurer que la politique qualité est comprise</li> <li>- Assurer la mise en œuvre effective des dispositions du système qualité</li> <li>- Planifier et faire réaliser les audits qualité internes</li> <li>- Sélectionner les auditeurs qualité internes</li> <li>- S'assurer de l'efficacité des actions correctives</li> <li>- Identifier et mettre en œuvre toutes actions de maîtrise et d'amélioration de la qualité</li> <li>- Assurer le secrétariat des revues de Direction du système Qualité de la Marque NI</li> <li>- Vérifier les documents internes de la direction avant leur approbation par le DG;</li> <li>- Programmer, préparer et organiser les réunions du CEC et des comités sectoriels de certification</li> <li>- Assurer le suivi du PV du CEC, des comités sectoriels de certification et notamment ses recommandations</li> </ul>
7.	<b>SMQ</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer que les procédures et processus nécessaires au management du système sont établis, mis en œuvre et maintenus</li> <li>- Rendre compte à la direction générale sur les performances du système et de tout besoin d'amélioration</li> <li>- Préparer le programme de formation de la direction certification</li> <li>- Préparer la sélection technique des nouvelles recrues</li> <li>- Gérer l'évaluation du personnel de la direction de la certification</li> </ul>
8.	<b>Développer les programmes de certification</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer de nouveaux programmes de certification</li> <li>- Proposer au DG, la désignation d'experts pour développer de nouveaux règlements de certification</li> </ul>
9.	<b>Communication</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préparer et fournir des présentations sur la direction certification</li> </ul>
10.	<b>Management général</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gérer et superviser les activités de la direction de la certification : assister le Directeur Général dans la supervision et l'implémentation des politiques et procédures</li> <li>- Assurer le management général et administratif de la direction de la certification : préparation des programmes annuels, du budget annuel, l'identification des besoins en ressources (personnel, équipement, formation etc.), et préparation des rapports d'activités périodiques</li> <li>- Définir et distribuer les tâches au sein de la direction</li> <li>- Représenter le Directeur Général en matière de certification</li> </ul>

### C.2.2 Ressources/organisation

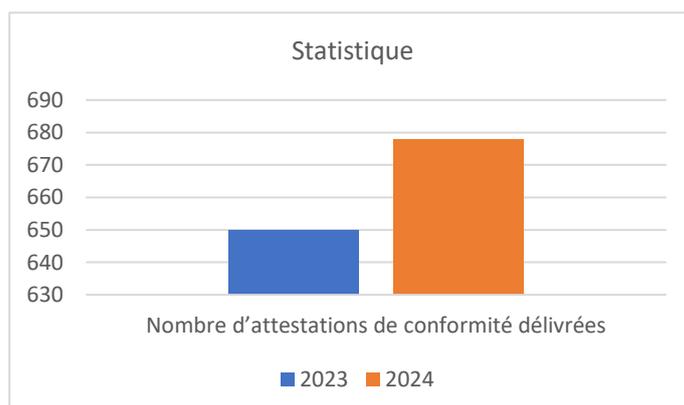
Pour conduire la certification des produits, une équipe projet est mise en place et composée de :

- **Responsable de dossiers** : employés de CODINORM ayant des compétences techniques et autres dans le domaine du produit/service à certifier et qui jouant souvent le rôle de secrétaire d'un comité de certification ;
- **Pool d'auditeurs** : Ensemble de personnes compétentes dans des domaines spécifiques (ciment, béton, noix de cajou, boisson, etc.) et d'auditeur de système de management qui sont des auditeurs indépendants.
- **Laboratoires** : ensemble des laboratoires indépendants en Côte d'Ivoire comme à l'extérieur qui réalisent pour le compte de CODINORM, les essais nécessaires conformément aux règlements de certification.
- **55 comités sectoriels de certification**,
- Plus de **20 experts techniques** issus du tissu industriel,
- Un accès aux bases de données des principaux organismes internationaux et régionaux de normalisation (l'Organisation internationale de normalisation - ISO, la Commission électrotechnique de Normalisation – IEC, le Comité Européen de normalisation – CEN CENELEC, la commission Islamique de Normalisation et de Métrologie-SMIIC) soit l'accès à plus 60000 normes.
- Accréditation selon ISO 17065 : ISO/IEC 17065 : 2012 Évaluation de la conformité — Exigences pour les organismes certifiant les produits, les procédés et les services depuis 2017 des activités de la marque NI par ACCREDIA (Organisme Italien d'Accréditation),
- Système de management et gestion des risques documenté pour les activités de délivrance d'attestation de conformité,
- Déploiement de CODINORM aux frontières terrestres, maritimes, aéroportuaires pour la délivrance de certificats de conformité dans le cadre du programme VOC.

### C.2.3 Résultats obtenus

#### C.2.3.1 Délivrance des attestations de conformité

	2023	2024
Total de produits et marques commerciales bénéficiant d'attestations de conformité ou de certificats de conformité	726	788
Total attestations de conformité	1251	1150
Total attestations de conformité délivrées pour des demandes ponctuelles, produits importés	242	138
Total attestations de conformité délivrées aux entreprises en convention	805	1012
Total de certificats de conformité délivrés	204	282
Pourcentage de produits alimentaires bénéficiant de certification	--	40%
Pourcentage de produits cosmétiques bénéficiant de certification	--	24%
Pourcentage des autres produits bénéficiant de certification	--	46%



### C.2.3.1.1 Gestion des conventions de travail

	2023	2024
Entreprises en convention dont le suivi est assuré	381	420
Nouvelles conventions signées	51	41
Partenariats avec des laboratoires (Nationaux/ Internationaux)	7	10
Convention(s) annulée(s)	1	00
Propositions de conventions adressées aux entreprises	50	30
Audits/inspections réalisées (En moyenne, un audit annuel au moins par entreprise en convention et un audit pour les entreprises n'étant pas en convention)	132	251
Essais effectués pour produits fabriqués localement et importés. NB : un paramètre sur un produit correspond à un essai	710	815

### C.2.3.1.2 Gestion du contrôle à destination dans le cadre du programme VOC

Les activités de renouvellement du programme VOC initiées par la Direction Générale du Commerce Extérieur sont en cours de réalisation.

Le système documentaire pour la conformité du Programme VOC à la norme ISO 17020 est en cours. Le système International Federation of Inspection Agencies (IFIA) TIC council est le système actuellement utilisé par CODINORM pour le PVOC. Il s'agit du système internationalement reconnu pour les programmes VOC à travers le monde.

Les résultats obtenus sont :

	2023	2024
Certificats de conformité délivrés pour divers produits (alimentaires, appareils électro-domestiques, machines, pièces détachées, etc.)	121	112
Conventions proposées	2	2
Inspections réalisées au port d'Abidjan, à l'aéroport d'Abidjan	205	180
Essais réalisés (analyses chimiques, physiques et microbiologie) provenant des échantillons des différentes frontières (PAA, aéroport, Noé, Niablé, Takikro, Ouangolo et Pogo)	422	410

### C.2.3.1.3 Gestion de l'interface avec les services partenaires et les clients

Les activités ci-après marquent les échanges et autres séances de travail tenus avec les services partenaires et les clients.

**Tableau 6** : activités marquant les échanges et autres séances de travail

Activités	Opportunités
Rencontre avec ECREE le 26 Novembre 2024 pour l'organisation des examens de certification des personnes au niveau régional à Abidjan. Processus de certification régionale (examineurs, centres d'examen, comité de certification, OC, surveillance, coûts)	Certification au niveau de la CEDEAO des professionnels des systèmes solaires photovoltaïques.
Réunion du 25 novembre 2024 par visio conférence avec le PACI et les experts sud-africains dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du livre blanc du programme automobile	Certification des véhicules neufs et d'occasions Validation des lignes directrices du PACI
Réunion de validation des demandes de mandatement des Organismes Nationaux de Certification en vue de leur habilitation à délivrer l'ECOQMARK à Accra, République du Ghana, 18-20 novembre 2024	Délivrance de la marque de certification régionale ECOQMARK
Atelier d'élaboration des avant projets de normes sur la durabilité du caoutchouc naturel avec l'APROMAC du 28 octobre 2024 au 31 octobre 2024.	Certification de la durabilité du caoutchouc naturel.

Activités	Opportunités
Séance de travail le 13 novembre 2024 avec le coordonnateur national du PNN en vue d'une stratégie dans le cadre des normes des aliments infantiles. En Côte d'Ivoire : norme pour les purées	Certification des aliments infantiles
Voyage d'études en AFRIQUE du SUD et au GHANA du 28 octobre au 08 novembre 2024 (Usine de montage automobile, Centre de coordination du programme automobile, Ministère impliqué, Centre de micro pointage, Organisme National de certification).	Partage d'expériences pour la certification des véhicules
Rencontre du 28 – 29 août 2024 de la délégation ghanéenne de 20 personnes composée du PCA, du Directeur Général, des 2 DGA et des Directeurs de GSA à CODINORM dans le cadre de la mise en œuvre de la convention signée en Juillet 2024 entre CODINORM et GSA portant sur le partage d'expérience de nos 2 organismes de Normalisation dans le secteur de la normalisation, de la certification, de l'inspection, du programme de certification des automobiles et particulièrement du programme de certification sur le Cacao durable	Certification des véhicules et systèmes Certification de cacao durable Programme VOC
Voyage de partage d'expérience de l'organisme de Normalisation du Ghana (GSA) relativement à la certification des automobiles dans le cadre de leur programme automobile au mois de Juillet 2024	Certification des véhicules et systèmes
Atelier de formation à la norme ISO 9001 des Douaniers des postes Frontières de NOE le 28 avril 2024	Renforcement des capacités des parties intéressées pertinentes
Audit de 05 cimenteries par un expert Espagnole (Mme SUAREZ Dinnorah) en Décembre 2023	Certification des produits des cimenteries
Séance de travail sous forme d'interview du cabinet TERRABO mandaté par l'ANRMP dans le cadre de la réforme des Marchés publics le 06 mars 2024.	Prise en compte de la certification des produits dans les nouveaux types de DTAO
Séance de travail avec le Chef du bureau Douane Aéroport Le 1 <sup>er</sup> mars 2024 dans le cadre de la mise en œuvre de la circulaire portant sur le Programme VOC à destination	Amélioration du dispositif de contrôle à destination à l'aéroport
Séance de travail avec l'ARTI pour une collaboration portant sur la normalisation et la certification dans le cadre du transport intérieur le 13 février 2024	Normalisation et Certification du transport intérieur
Initiation aux activités des femmes Leader à la normalisation et à la certification de la fondation SEPHIS le 19 janvier 2024	Certification des produits alimentaires et cosmétiques
Séance de travail par vision conférence avec ECREEE le 21 février 2024	Certification des personnes dans le secteur du solaire Photovoltaïque
Séance de travail avec le Ministère de l'Agriculture (Direction de la Valorisation des Produits) le 20 février 2024	Mise en place du Label Agricole
Séance de travail au Ministère du Commerce et de l'Industrie avec les acteurs des Boissons Energisantes Alcoolisées le 16 février 2024	Certification des Boissons Energisantes Alcoolisées.
Séance de travail au Ministère du Commerce et de l'Industrie avec les acteurs de l'eau minérale le 14 février 2024	Certification des eaux minérales.
Séminaire national du projet de mise en place d'un système de contrôle de la conformité technique des terminaux mobiles en Côte d'Ivoire le 23 novembre 2023	Certification des terminaux mobiles
Réunion du Groupe de travail « Ciment » portant sur la révision des normes existantes intégrant des matières premières telles que le granite et le Tuff	Certification du ciment.
Visite du secrétaire général de l'IEC à Abidjan du 06 au 07 novembre 2023	Certification des appareils et équipements électriques selon le système IECEE,
Partenariat avec l'ASTC pour l'audit des cimenteries et la certification des appareils et équipements électriques	Certification des produits
Participation à la cérémonie de remise des matériels d'essais au LANEMA portant sur les insaponifiables des sacs de jutes	Réalisation des essais sur la teneur en matières insaponifiables et la teneur en huile dans les sacs de jutes sur place en Côte d'Ivoire.
Suivi de l'accompagnement des cabinets conseils relativement à la mise en conformité de 08 entités sélectionnées dans le cadre du projet financé par la BAD du LABEL FRUIT QUALITE Côte d'Ivoire.	Gestion du label FRUIT QUALITE COTE D'Ivoire Certification des fruits et légumes
Saisine de CODINORM par la chambre de commerce et d'industrie pour la mise en place d'un dispositif dans le cadre de la certification des poids	Certification des ponts bascules

Activités	Opportunités
Réunion du Groupe de travail portant sur les boissons énergisantes alcoolisées avec tous les acteurs de la filière.	Certification des boissons énergisantes alcoolisées Réalisation des essais sur les boissons énergisantes alcoolisées par le laboratoire de nutrition de l'Université de Cocody
ATELIER D'INFORMATION ET D'ÉCHANGES sur LA NORME ISO 37101 : 2016 PORTANT « DÉVELOPPEMENT DURABLE AU SEIN DES COMMUNAUTÉS TERRITORIALES ». Juillet 2023 à Yamoussoukro	Certification des collectivités territoriales à la norme ISO 37101 :2016
ATELIER du comité de certification de personnes pour le bilan annuel dans les secteurs PV et EE organisé par la GIZ et CODINORM, le 26 01 023	Certification des personnes dans les secteurs des PV et des EE
Formation dispensée par CODINORM au personnel de la GIZ en charge du programme ProFer2 le 29 03 023	Appropriation des différents dispositifs de certification des personnes des produits et des systèmes PV et EE
Formation des membres du CPCC des examinateurs et des évaluateurs du dispositif de certification PV et EE organisée par la GIZ et CODINORM du 10 au 12 03 023	Renforcements des capacités des acteurs clés du système de certification EE et PV
Forum des auditeurs de la marque NI le 12 04 02	Renforcements des capacités des auditeurs de la marque NI
Atelier du comité communautaire de la gestion de la marque CEDEAO ECOQMARK, ECOCONF le 18 05 023 à Abidjan	Mise en place du dispositif de certification de la CEDEAO
Participation active à la Journée nationale des Produits certifiés JNPC 7 6 023	Promotion de la certification des produits
Atelier de formation sur le café de Man en tant qu'Indication géographique Protégée organisé par l'OIPI à Man du 26 au 30 06 023	Certification du café de Man en IGP
Tenue d'une table B2B à l'atelier sur le KARITE à l'hôtel Radisson Blu organisé par l'Organisation Africaine du Karité le 14 06 023	Certification du beurre de Karité
Participation à l'atelier de validation des nouveaux Dossiers Types d'Appels d'Offres (DTAO) avec la réforme de prise en compte des certificats de conformité délivrés par CODINORM organisé par L'ARNMP (Marchés publics) à Bassam, du 20 au 24 06 023	Réforme de prise en compte des certificats de conformité délivrés
Réunion avec tous les producteurs de fers à bétons non certifiés le 02-oct-22	Certification de tous les producteurs de fer à béton non certifiés
Réunion avec l'expert des aciers, enseignant de l'INP-HP ; Monsieur Daniel Gineste le 13-oct-22	Certification de tous les producteurs de fer à béton non certifiés
Rencontre avec le LBTP Collaboration entre SECUREL et CODINORM pour la certification des compétences des électriciens bâtiments 23-janv-23	Certification des électriciens bâtiments
Atelier d'examen de 8 projets de décrets avec la direction des affaires juridiques et du contentieux du ministère du Commerce du 04-janvier-23	Renforcement du cadre juridique de la certification de Côte d'Ivoire
Rencontre avec Marie-José NEVEU TAFFOREAU, Cheffe de mission AFC – GIZ GmbH, Alliance pour la qualité des produits en Afrique Sénégal & Côte d'Ivoire dans la cadre du projet « alliance pour la qualité des produits en Afrique - les standards privés » le 07-févr-23	Certification de certains produits et de système HACCP dans les entreprises agroalimentaires
Réunion avec le programme PARCSI dans le cadre de la mission de préparation du projet DAICE questionnaires (passation de marchés et gestion financière) par visio-conférence le 09-févr-23	Prise en compte de la certification dans les programmes du PARCSI
Formation : " Évaluation de la conformité - Exigences pour les organismes fournissant la certification halal " en français pour les États membres de l'INMPI par visioconférence du 13 au 16-févr-23	Renforcement des capacités pour la certification halal
Rencontre avec la délégation du PARSCI suite au programme des 50 produits certifiés Recommandations et attentes relatives au programme PARSCI 14-févr-23	Amélioration du programme
Entretien dans le cadre de la préparation de la planification opérationnelle du Projet d'appui à la ZLECAf le 15-févr-23	Application des normes dans le cadre de la mise en œuvre de la ZLECAf
Forum international du leadership féminin SEPHIS à l'hôtel IVOIRE le 16-févr-23	Certification des produits des PME
Réunion par visio-Conférence avec le CONOBAFI le 16-févr-23	Normalisation dans le secteur financier
Rencontre avec CATALYSTE +, ONG canadienne pour le développement des activités liées au genre le 16-févr-23	Mise à disposition d'Experts Canadiens recommandé par CATALYSTE + dans le cadre de la signature de la convention-cadre, Outils pour les audits dans le domaine alimentaire

Activités	Opportunités
Atelier virtuel de sensibilisation des pouvoirs publics aux enjeux des activités de normalisation pour l'économie nationale	Sensibilisation des pouvoirs publics aux enjeux des activités de normalisation pour l'économie nationale
Rencontre avec le ministère du Commerce sur les boissons énergisantes alcoolisées	Certification des boissons énergisantes alcoolisées
Intervention de DG sur NCI (télévision) le 20-févr-23	Sensibilisation sur la Certification des produits
Intervention de DG sur MTV (télévision) le 23-févr-23	Sensibilisation sur la Certification des produits
Visite de courtoisie de l'Organisme de Normalisation du NIGER 14-mars	Partage d'expérience
Conférence sur le Thème : CONDITIONS D'ACCES AU MARCHÉ COMMUN AFRICAÏN « Enjeux et perspectives de développement de l'Industrie ivoirienne à l'ère de la ZLECAF : la question des normes des produits industriels » le 16-mars	Sensibilisation sur la Certification des produits
Rencontre avec la délégation de l'Union Européenne le 17-mars 2023	Sensibilisation sur la Certification des produits
Rencontre avec le DGCE le 20-mars 2023	Formalisation de cadre de collaboration
Rencontre avec un Consultant commis par ARTCI le 20 mars 2023	La réforme du secteur de télécommunication
Rencontre avec le Secrétaire Exécutif de la CGE-CI le 21-mars	Accès aux normes et certification des produits
Rencontre avec une délégation de l'ECREEE le 22-mars	Certification dans le secteur de l'Energie Renouvelable
Rencontre avec l'ambassade de CHINE le 23-mars	Cadre formel de collaboration avec des organismes étatique de certification, de normalisation et d'essais
Réunion par visio conférence avec l'organisme de normalisation de la CHINE, à l'hôtel Silver Moon le 23-mars	Cadre formel de collaboration avec des organismes étatique de certification, de normalisation et d'essais
Invitation à la cérémonie de lancement officiel de la FILT dans le cadre du projet des chaînes de valeur compétitives pour l'emploi et la transformation économiques (PCCET) 19-juin-23	Certification des produits
Séance de travail avec ministère de tourisme 8 et 9 décembre 2022	Tourisme Classement des établissements de tourisme Certification marque NI engagement qualité établissements de tourisme
Séance de travail avec Ministère industrie, concessionnaire, constructeur automobile 5 et 6 décembre 2022	Développement de l'industrie automobile en Côte d'Ivoire Certification des automobiles importés et fabriqués localement
Séance de travail avec les industriels de la peinture, clients de la certification 30 novembre 2022	Certification des peintures pour accompagner le développement industriel de la filière pour une meilleure prise en charge
Séance de travail avec les industriels du fer à béton 26 octobre 2022	Certification des fers à béton pour accompagner le développement industriel du fer à béton pour une meilleure prise en charge de la filière
Séance de travail avec la chambre de commerce et de l'industrie 26 septembre 2022	Contraintes d'accès au grand marché de la ZLECAF pour l'industrie de la Côte d'Ivoire
Séance de travail avec le ministère de l'agriculture et la FAO	Certification des débarcadères de Locodjoro et Sassandra
Séance de travail avec l'ONUDI 11 octobre 2022 16 novembre 2022 28 novembre 2022	Certification d'auditeurs et accompagnateurs pour l'Industrie 4.0 TDR et planification des activités Détermination des compétences nationales
Séance de travail avec le ministère de la construction 03 février 2022	Certification des métiers du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) proposition d'un projet de DECRET Instituant les mesures de certification dans les secteurs du Bâtiment et des Travaux Publics
Forum AUDITEURS de la marque NI 10 mai 2022	Renforcement de la capacité des auditeurs et experts techniques pour l'amélioration de la performance du système d'accréditation
Formation du personnel Interne de la certification à l'approche Processus 09-11 mai 2022	Améliorer le rendement des agents de la certification
Atelier Webinaire IEC RNF 29.03.2022	Participer aux activités de normalisation de l'IECEE dans le réseau de la francophonie -
Séminaire MMPE DIRECTION GENERALE ENERGIE 24 mars 2022	Atelier de formation sur l'étiquetage énergétique et efficacité énergétique dans les bâtiments ABIDJAN IVOTEL
Séance de Travail pour la mise en place d'une plateforme de certification des garages automobiles en partenariat avec l'ASACI 3 février 2022	Certification des garages automobiles dans le cadre de l'assurance automobile

Activités	Opportunités
Constitution du Comité de certification des œufs biologiques 18 février 2022	Certifier les producteurs d'œufs biologiques
Séance de travail avec THELEN CARROSIERIE pour le code VIN 22 février 2022	Attribuer le code VIN à THELEN CARROSIERIE pour ses autocars fabriqués à ABIDJAN
Séance de travail in situ avec les bénéficiaires (SARCI, KAERA, EL PARADIS COSMETIC, H COSMETICS, SIPROCHIM et ARIANE) du programme PARCSI dans le cadre de la certification NI en Mars 2022	Assurer la surveillance de l'usage de la marque NI
Séance de travail avec OIPI au ministère pour la labellisation de l'attiéké 11 mars 2022	Labellisation de l'attiéké
Séance de travail avec SOFRECO pour un programme d'économie d'énergie dans les entreprises de textile, TIC, 31 mars 2022	Formation d'experts nationaux pour l'économie d'énergie
Séance de travail au cabinet du ministère du Commerce relativement au ciment produit à base de Dolomite 7 avril 2022	Homologation de la norme portant sur le ciment produit à base de dolomite comme constituant principal
Séance de travail avec le représentant pays de SACO CESO 10 mai 2022	Mise en place du dispositif de certification des produits et services concernés par le SACO CESO
Journée mondiale de l'accréditation 7 juin 2022	Vulgariser la qualité de produits et services de santé
FENITOURCI	Labellisation des Hôtels, des restaurants, des Maquis, des agences de voyage, et des guides touristiques conformément à la charte qualité développées par la FENITOURCI
ETIQUETAGE ENERGETIQUE UEMOA	Classification des appareils électrodomestiques (réfrigérateur, climatiseur, machine à laver) selon leur consommation d'énergie et étiquetage pour aider le consommateur à faire un choix éclairé
Séances de formation en ligne avec l'IECEE dans le cadre de la certification des équipements électriques	Acquisition de connaissance pour la certification des produits électrodomestiques
04 réunions de certification ont permis d'adopter le programme de certification Label fruit Qualité Côte d'Ivoire	Programme de certification LABEL FRUIT QUALITE COTE D'IVOIRE
Séances de travail avec le ministère des mines, du pétrole et de l'Energie pour la mise en place de label	Développement Label des accessoires et bouteilles de gaz
Séances de travail avec la Bourse des matières premières agricoles	CODINORM devient un acteur permanent pour le fonctionnement de la plate-forme de commercialisation des produits de la BMPA à travers les programmes suivants : normalisation, certification, accompagnement, vente de norme
Séance de travail avec le FDFP, pour la mise en place du programme de certification des services formation	Programme de certification NI service formation
Séances de travail avec le ministère de l'environnement pour la mise en place de l'Écolabel Côte d'Ivoire	Développement Label environnemental
Séance de travail avec la CGECI sur les boissons aux fruits	Certification des boissons aux fruits
Visio conférence avec le LNE dans le cadre de la certification IECEE des produits électriques en Europe et des tubes PE et PVC	Acquisition de connaissance en vue de l'implémentation de la certification IECEE
Projets de validation sur les laits fermentés	Certification des laits fermentés
Séance de travail avec Mme Marina Zozé, Experte en intelligence économique	Appropriation des concepts d'intelligence économique dans la certification des produits
Prospections physiques en vue d'inciter les entreprises à se conformer au décret 1152 (Nouvelle Parfumerie GANDOUR, SIPPEC, INDUSTRIAP, SOTACI, NEXANS, SICABLE, COTRAF, SOFT DRINK)	Application du décret 1152
Formation du personnel de la certification sur la norme ISO 17065, ISO 17067, ISO 17000, ISO 22000, les 5 S.	Connaissance organisationnelle
Séance de travail avec le CRESAC pour la certification et l'accréditation des établissements hospitaliers publics et privés	Certification par CODINORM des établissements hospitaliers publics et privés
Séance d'information avec les producteurs locaux d'eau minérale pour modification de l'étiquette de leur produit	Se conformer à la nouvelle norme sur l'eau minérale naturelle

#### C.2.3.1.4 Validation des fiches techniques de production

Une entreprise a sollicité CODINORM dans le but d'assurer la validation des fiches techniques requises, pour les formalités douanières, en vue de l'exportation, dans le cadre des admissions temporaires pour transformation.

En effet, les statistiques indiquent qu'une centaine d'entreprises chaque année sont concernées par les admissions temporaires pour transformation.

### C.2.3.2 Marque NI

#### C.2.3.2.1 Gestion des audits

- La 1<sup>ère</sup> certification HACCP a été délivrée à la société SICS dans le domaine de la charcuterie. Il s'agit d'une certification système répondant à la norme ISO 17021 fixant les exigences pour les organismes de certification système
- 12 audits de certification initiale ont été réalisés portant sur les produits alimentaires, les matériaux de construction, les produits chimiques et certains procédés de fabrication.
- 158 produits et marques commerciales bénéficient de la Marque NI
- 61 entreprises bénéficient du droit d'usage de la marque NI
- 70 audits ont été réalisés avec une dizaine d'auditeurs et experts techniques pour divers produits et secteurs d'activités
- Un partenariat avec ASTC Organisme de certification espagnol pour la réalisation d'audit des 10 producteurs de ciments au mois de septembre 2024
- Des formations des auditeurs et experts techniques ont été réalisées sur les sujets des conduits électriques, des tubes en PE et PVC, de la sécurité des denrées alimentaires, ...



#### C.2.3.2.2 Gestion des programmes de certification

- Mise en place du programme de certification des services de maintenance automobile en collaboration avec la start-up E-Garage. La stratégie consiste à établir un partenariat avec la société E-garage pour la certification des garagistes enregistrés sur la plateforme E-garage pour la clientèle. Les avantages d'une telle certification sont notamment :
  - Facilité d'accès à un garage de qualité
  - Plus besoin de connaître un mécanicien
  - Accès instantanément à une équipe de dépannage grâce à la géolocalisation
  - Connexion à plus de 350 garages pour les réparations sans se déplacer
- 54 programmes de certification sont fonctionnels et de nouveaux sont en cours d'élaboration (entrepôts, conduits électriques, noix de cajou, béton, Kasher, Agriculture biologique, fil à coudre, Friperie),
- Des réunions de comité de certification se sont tenues à CODINORM et portent sur les produits et services suivants :
  - o Agriculture biologique
  - o Label Qualité Touristique
  - o Fer à béton
  - o Charte qualité touristique
  - o Label Qualité Fruit CI
  - o Boisson spiritueuse
  - o Boissons aux Fruits
  - o Règlement de certification générique pour produits alimentaires
  - o Règlement de certification générique pour produits non alimentaires



#### C.2.3.2.3 Système d'accréditation de la marque NI

CODINORM est accrédité selon la norme ISO 17065 par ACCREDIA (organisme italien d'accréditation) depuis décembre 2017.

L'audit de surveillance de l'accréditation qui s'est tenu en juillet 2024 en présentiel a été concluant et a confirmé l'accréditation dont la validité s'étend jusqu'en 2025.

L'extension de l'accréditation de la marque NI est en cours avec 2 produits (huile comestible et crème cosmétique) parmi les 18 produits identifiés par le programme BAD.

**C.2.3.2.4 Amélioration de la compétitivité des PME**

**• Profil des entreprises**

Une grille d'analyse de la maturité des entreprises a été conçue et mise à disposition pour leur permettre de s'auto évaluer et améliorer leurs différentes activités. Cette grille porte sur 05 niveaux de maturité allant du fonctionnement de base à l'amélioration en passant par des phases définies et maîtrisées. Un niveau de maturité inférieur à 03 réduit la confiance accordée par CODINORM au regard du risque encouru lié à la qualité de service. Les critères d'évaluation sont les suivants :

- L'accès à la plateforme de veille et d'accès aux normes
- Le plan de formations continues sur les thématiques identifiées
- La gestion de production pour la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise
- Le système de management
- L'environnement et l'infrastructure de travail.

Page 3 sur 4

**Tableau 2: Exemple de Profil d'une entreprise en convention de travail**

N°	Critères d'évaluation	1 Fonctionnement de base	2 Défini	3 Maîtrisé	4 Optimisé	5 Amélioration
1.	Accès à PVAN	●			●	
2.	Plan de formation continue sur les thématiques (*)			●	●	
3.	Gestion de production pour mettre en œuvre la stratégie de production de l'entreprise (**)		●		●	
4.	Système de management			●	●	
5.	Environnement et infrastructure de travail		●		●	

LEGENDE :

	L'objectif visé
	Niveau de maturité

(\*) Plan de formation continue sur les thématiques suivantes :  
 - Maintenance  
 - Gestion de production (selon la nature du domaine d'activités)  
 - Fonction métrologie  
 - Logistique

(\*\*) Gestion de production pour mettre en œuvre la stratégie de production de l'entreprise :  
 - gestion des matériaux physiques,  
 - respect des spécifications de conception,  
 - utilisation des équipements  
 - performance et main-d'œuvre  
 - risque production  
 - L'ordonnancement : génération et répartition des ordres de fabrication entre les machines, planification de la production.  
 - La production : conduite des machines, management des opérateurs et gestion des stocks de matières premières.  
 - Les contrôles et enregistrements : contrôle qualité, enregistrement des mouvements de stocks, enregistrement des temps

- **Conception d'un kit de bonnes pratiques de production de denrées alimentaires comprenant :**
  - Liste des normes transversales dans le secteur des denrées alimentaires (management, traçabilité, essais ; entrepôts, ...)
  - La fiche technique du produit
  - Le marquage et l'étiquetage des denrées alimentaires (extrait de la norme NI 340 : 2002 sur l'Étiquetage des denrées alimentaires préemballées)
  - Le questionnaire d'auto évaluation (extrait de la norme NI ISO/TS 22002-2 : 2013 Programmes prérequis pour la sécurité des denrées alimentaires -- Partie 2 : Restauration)
  
- **Conception d'un kit de bonnes pratiques de production de produits cosmétiques comprenant :**
  - La liste des normes transversales dans le secteur de produits cosmétiques (spécification, management, traçabilité, essais ; entrepôts, ...)
  - La fiche technique du produit
  - Le marquage et l'étiquetage de produits cosmétiques
  - Le questionnaire d'auto évaluation relatif aux bonnes pratiques de fabrication des produits cosmétiques
  
- **Projet de Conception de kits spécifiques les produits non traditionnels comprenant :**
  - Les processus de fabrication
  - Les installations de production
  - Les fournisseurs d'équipements
  - Les fiches techniques des produits
  - Les schémas de construction
  - Le code de bonne conduite
  - Le support d'auto-évaluation



### C.3 Certification de compétence

Les axes principaux d'intervention au niveau de la certification des personnes sont articulés autour des points suivants :

#### 1) Efficacité énergétique

La stratégie repose sur la poursuite du partenariat avec le GIZ pour la certification des compétences dans l'industrie et dans le bâtiment pour les experts et les techniciens spécialisés.

*N.B : 50 candidats évalués en efficacité énergétique à Abidjan en tant que experts et techniciens spécialisés en efficacité énergétique dans l'industrie et dans le bâtiment.*

#### 2) Système photovoltaïque

La stratégie consiste à poursuivre le partenariat d'une part avec la GIZ et d'autre part avec International Rescue Committee (IRC) pour la certification des compétences, des techniciens d'études et des installateurs maintenanciers.

*N.B : 76 personnes évaluées en système photovoltaïque à Abidjan et à Ferkessédougou en tant que techniciens d'étude et installateurs maintenanciers des systèmes photovoltaïques.*

#### 3) Électricien bâtiment

La stratégie consiste à établir un partenariat avec SECUREL et International Rescue Committee (IRC)

*N.B : 31 personnes ont été évaluées à Abidjan et à Ferkessédougou en tant que câbleur en électricité bâtiment*

#### 4) Métier de l'industrie 4.0

La stratégie consiste à établir un partenariat avec l'ONUDI pour la certification des compétences, des professionnels des secteurs de l'I4.0

#### 5) E-garage

La stratégie consiste à établir un partenariat avec la société E-GARAGE pour la certification des garagistes enregistrés sur la plateforme E-GARAGE pour la clientèle.

**N.B :** Les services de E-GARAGE

- Plus besoin de connaître un mécanicien
- Accédez instantanément à une équipe de dépannage grâce à la géolocalisation
- Restez connectés à plus de 350 garages pour vos réparations sans se déplacer



## 6) Maintien des compétences des garagistes

La stratégie consiste à établir un partenariat avec l'INSTITUT UNIVERSITAIRE D'ABIDJAN (IUA) pour la formation continue des garagistes certifiés.

## 7) Certification régionale (CEDEAO) des installateurs solaires photovoltaïques

La stratégie consiste à établir un partenariat avec ECREEE (praia CAP VERT) pour délivrer la marque régionale de certification des personnes en systèmes solaires photovoltaïque

### C.3.1 Activités liées à la gestion de la certification de compétence

- Élaboration des règles générales (NI compétence)
- Gestion des dispositifs particuliers de certification
- Élaboration de règlements particuliers de certification
  - o Élaboration des fiches métiers
  - o Référentiels d'évaluation
  - o Procédures de fonctionnement
- Gestion des comités de certification compétence
- Instructions de dossiers des candidats
- Évaluations des candidats en situation de travail
- Gestion des sujets d'examens
- Gestion des centres d'examens
- Gestion des examens
- Décision d'évaluation
- Examen de suivi (18 mois)
- Inspection des certifiés
- Examen de renouvellement (36 mois)
- Information/Communication avec les personnes certifiées
- Gestion du système d'information en ligne
- Gestion des référents, examinateurs et surveillants
- Évaluation et sélection des organismes spécialisés de formation
- Gestion des rapports d'évaluation
- Approche commercial/Prospection
- Gestion des retours clients (avis, plaintes, etc.)
- Conformité du système d'accréditation selon 17024



### C.3.2 Ressources utilisées / organisation

- Système de management défini et documenté par rapport à la norme ISO/IEC 17024 : 2012 - Évaluation de la conformité — Exigences générales pour les organismes de certification procédant à la certification de personnes ;
- Plusieurs commissions techniques de certification sectorielles regroupant toutes les parties intéressées pertinente ;
- Un Responsable de dossiers : employé de CODINORM ayant des compétences techniques et autres dans le domaine des compétences/métiers à certifier et qui joue aussi souvent le rôle de secrétaire d'un comité de certification compétence ;
- Pool d'évaluateurs : Ensemble de personnes compétentes dans des domaines spécifiques (véhicules et engins, BTP, Efficacité Énergétique et Énergies Renouvelables, etc.) et de référents sectoriels qui sont des experts indépendants ;
- Établissements spécialisés de formation aux métiers sélectionnés pour leur compétence ;
- 03 comités sectoriels de certification ;
- Plus de 70 experts techniques ;
- Conformité à ISO 17024.

### C.3.3 Résultats

- 3 centres d'examen ont été habilités pour 6 systèmes de certification ;
- 4 réunions du comité particulier de certification se sont tenues en partenariat avec le GIZ avec pour résultat :
  - o L'examen et l'adoption du dispositif de décision
  - o L'examen et l'adoption des règlements de certification PV et EE

- L'examen et l'adoption des guides d'organisation PV et EE
- La présentation du programme de surveillance des certifiés PV et EE
- La deuxième cérémonie de remise des certificats des certifiés EE et PV a eu lieu le 11 juillet 2024 à l'espace LATRILLE EVENT en partenariat avec la GIZ avec la remise de 57 certificats dont 26 en efficacité énergétique et 31 en système solaire photovoltaïque.
- Une campagne de sensibilisation de la certification des personnes en PV et en EE en partenariat avec la GIZ a été réalisée en juillet 2024 ;
- Une formation de préparation des candidats pour la session d'examen EE 2024 en partenariat avec la GIZ a été réalisée du 14 au 18 octobre 2024 ;
- La session d'examen EE et PV 2024 a été réalisée du 04 au 16 novembre 2024.

### **Tableau 7 : Résultats obtenus**

Activités	Résultats obtenus 2024
<p>Conception et développement du Système de Management conforme à ISO 17024 : Certification des personnes</p> <p>Réaliser les revues de processus et les revues documentaires du SMQ</p> <p>Programme d'applications sectorielles des compétences dans les domaines des Bâtiments et Travaux Publics (BTP), des Véhicules et Engins (VE), de l'Efficacité Énergétique et des Énergies Renouvelables.</p>	<p>Les processus du système de certification de personne selon ISO 17024 ont été déterminés, documentés et mis en œuvre.</p> <p>Programme d'applications sectorielles des compétences (Comités particuliers de certification, règlements de certification, experts techniques) mis en place dans les domaines des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) et des Véhicules et Engins (VE), et efficacité énergétique et Energie renouvelable, HSE</p> <p>Une trentaine de personnes a été certifiée dans les domaines de mécanique auto, électricité bâtiment, de l'Efficacité Énergétique et des Énergies Renouvelables</p> <p>Un programme de communication auprès des concernés et des autres parties prenantes est en cours de mis en œuvre en 2022</p>
<p>- Établissement des programmes de sensibilisation Co organisés avec la GIZ à l'endroit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Grandes entreprises, grandes Administrations, entreprises minières, entreprises de sidérurgie, producteurs et vendeurs d'énergie, grandes quincailleries, centres de formation, chambres consulaires, professionnels du PV et de EE, laboratoires</li> <li>✓ ONG</li> </ul> <p>- Étendre la certification aux techniciens biomédicaux</p> <p>- Élaboration et soumission de Conventions pour signature aux structures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Faïtières des corps de métiers ;</li> <li>✓ Organisations professionnelles ;</li> <li>✓ Ministères techniques ;</li> </ul>	<p>3 projets de recherche de financement ont été élaborés sur la certification des mécaniciens auto, des électriciens bâtiments, en partenariat avec la FIPME, la chambre des métiers et le ministère de la construction.</p> <p>En cours</p> <p>2 conventions signées (Ministère de la construction et la FIPME) pour la certification de personnes</p>
<p>- Conception de la plate-forme digitale qui respecte le processus d'attribution de la marque NI-compétence.</p> <p>- Conception d'une architecture de cette plateforme annexée au portail officiel de CODINORM afin d'assurer une cohérence globale et stable.</p> <p>- Cette architecture doit être évolutive, simple, facile et autonome</p>	<p>Le projet de digitalisation pour l'attribution pour la marque NI-compétence a été rédigé, accompagné d'un budget de mise en œuvre</p>
<p>- Mise en œuvre du livre blanc sur le programme Automobile en Côte d'Ivoire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet de décret soumis</li> <li>- 8 normes nationales de la Commission Européenne pour les nations Unies (UNECE) à adapter</li> <li>- 36 normes nationales de la Commission Européenne pour les nations Unies (UNECE) à adopter en l'Etat</li> </ul>

## C.4 Certification système

La stratégie consiste à délivrer la certification HACCP à toutes les entreprises de production qui ont la marque NI- Alimentaire. De même, développer la certification Système pour toutes les normes de management faisant dorénavant de CODINORM un organisme de certification système avec l'appui technique du partenaire Lloyd's.

*N.B 1 : mettre en œuvre les partenariats*

*N.B 2 : CODINORM vient délivrer son premier certificat HACCP à la société SOCIETE INTERNATIONALE DE CHARCUTERIE ET DE DE SALAISON (SICS)*

### C.4.1 Activités liées à la gestion de la certification système

- Élaboration de règlements particuliers de certification ;
- Gestion des comités de certification ;
- Instructions de dossiers ;
- Audit initial/Inspection ;
- Audit de suivi ;
- Décision d'audit ;
- Information/Communication avec les organismes certifiés ;
- Gestion du système d'information en ligne ;
- Gestion des experts techniques et des auditeurs ;
- Revue des évaluations par des experts techniques ;
- Audit qualité et de production ;
- Gestion des rapports d'audit ;
- Approche commerciale ;
- Maintien du système d'accréditation selon 17021 ;
- Suivi des recouvrements des clients.

### C.4.2 Ressources utilisées / organisation

- Système de management défini et documenté par rapport à la norme ISO/IEC 17021 - Évaluation de la conformité — Exigences pour les organismes procédant à l'audit et la certification des systèmes de management
- Plusieurs commissions techniques de certification sectorielles regroupant toutes les parties intéressées pertinente.
- Un Responsable de dossiers : employé de CODINORM ayant des compétences techniques et autres dans le domaine de la certification système
- Pool d'auditeurs
- Conformité à ISO 17021

### C.4.3 Résultats

- Système documentaire selon ISO 17021 établi ;
- Projet de décret des normes de système de management obligatoire rédigé et transmis à la Direction de la Qualité et de la Normalisation (DPQN).

# D-

## Appui aux Entreprises et Gestion des Projets Structurants

### D Appui des Entreprises et Gestion de Projets Structurants

#### D.1 Activités

Les activités de la Direction Appui aux Entreprises et Gestion des Projets Structurants consistent à former et assister les entreprises aux normes de management et normes outils les plus pertinentes, pour accompagner la compétitivité de ces entreprises.

#### D.2 Ressources/organisation

- Système de management défini et documenté selon ISO 9001 : 2015 Systèmes de management de la qualité - Exigences,
- Plusieurs experts nationaux et internationaux participent aux formations dispensées par CODINORM,
- Plusieurs consultants collaborent avec CODINORM pour les missions de formations, d'audits et d'accompagnements à la réalisation des systèmes de management et autres études.

#### D.3 Résultats

L'approche commerciale est orientée vers tous les clients de CODINORM, en particulier de la Certification et du Centre d'information.

- Les modules de formation proposés doivent permettre aux entreprises d'atteindre des performances liées aux exigences de la marque NI.
- Les modules de formation doivent traiter les nouveaux sujets de normalisation tels que :
  - Système de management Anti-corruption, Développement durable des communautés territoriales
  - Rechercher des opportunités que nous offrent les relations avec les Parties Intéressées dans le cadre des commissions techniques de normalisation pour développer des projets structurants

Exemple : Café-cacao, Classement des Etablissements de Tourisme, classement des boulangeries, Gestion des petites mines

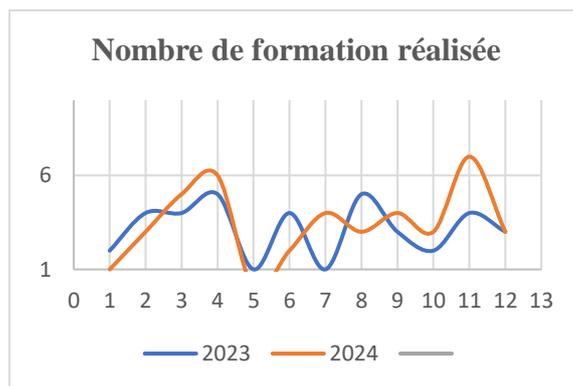
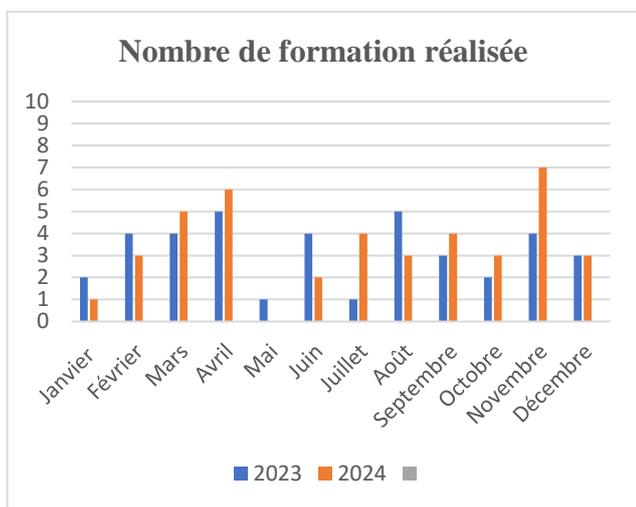
#### Résultats qualitatifs obtenus

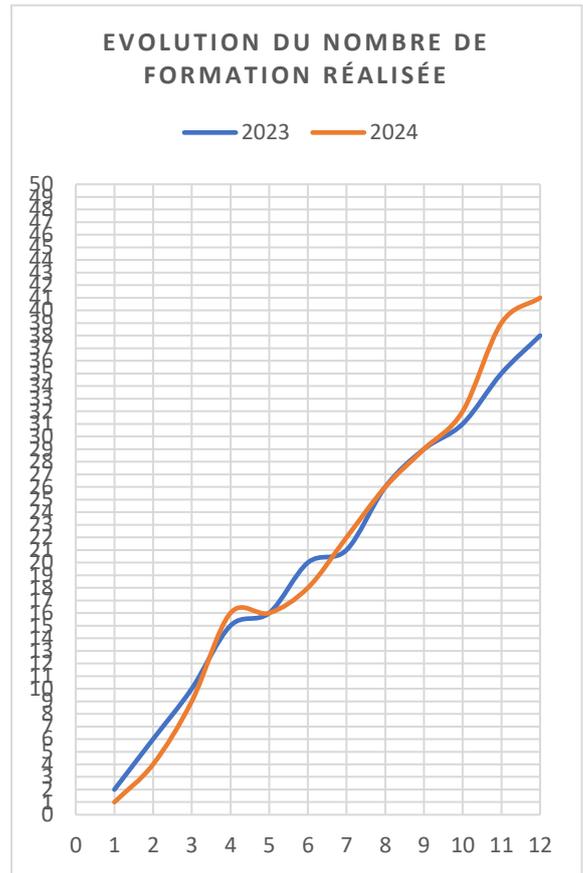
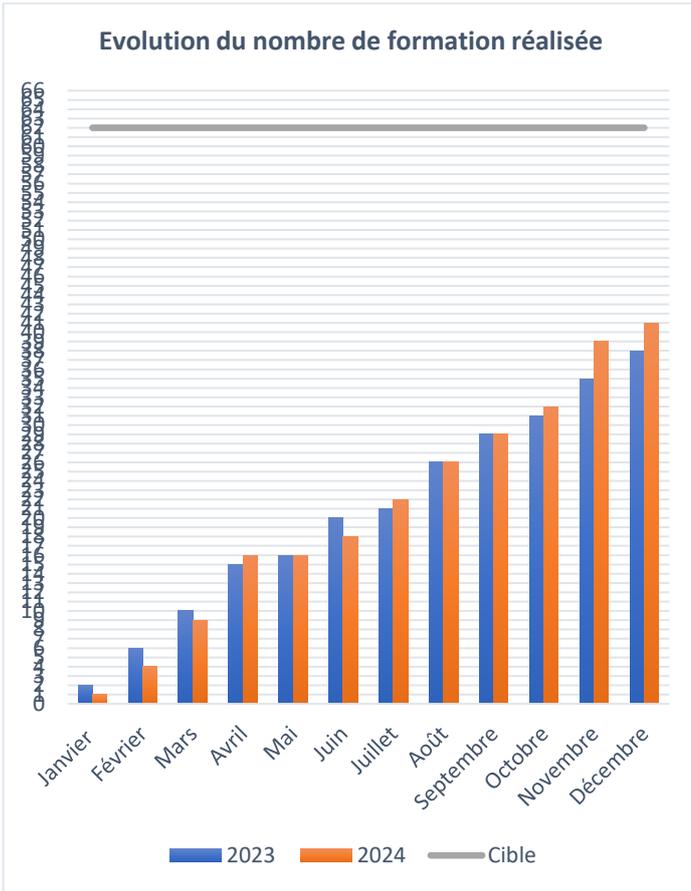
- **Mise en œuvre de la nouvelle approche commerciale**  
CODINORM a démarré le processus de collaboration et de proximité avec ses membres au travers d'un **protocole d'entente** visant un meilleur accompagnement des entreprises face aux problématiques de compétitivité et de conformité aux règlements nationaux.
- **Promotion de nouvelles normes de management**
  - **Norme ISO 37101 développement durable au sein des communautés territoriales**  
Atelier d'information et d'échanges organisé par l'Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI) le 10 juillet 2023 à l'Hôtel Palace, Yamoussoukro.
  - **FSSC 22000 « protocole de certification Sécurité des Denrées alimentaires**  
Formation avec le Groupe SACO  
Formation en partenariat avec le « Programme de Partenariats Commerciaux du Royaume-Uni (UKTP) dans le cadre des activités du Centre du Commerce International (ITC),
  - **ISO/IEC 27001 : 2022 « Sécurité de l'information, cybersécurité et protection de la vie privée Systèmes de management de la sécurité de l'information - Exigences**  
Formations dispensées aux entreprises suivantes : Direction du Contrôle Financier du Ministère du Budget (DCF), Mairie de port Bouet, Direction Générale des Impôts (DGI), PETROCI
  - **Normes sur l'Economie Circulaire**  
Formation aux membres du Comité Miroir National « Economie circulaire », mai-juin 2023  
ISO/DIS 59004 Economie circulaire — Terminologie, principes et recommandations pour la mise en œuvre

ISO/DIS 59010 Économie circulaire — Recommandations relatives à la transition des modèles d'affaires et des réseaux de valeur  
 ISO/DIS 59020 Économie circulaire — Mesure et évaluation de la circularité  
 ISO/DIS 59040 Économie circulaire — Fiche de données de circularité des produits

- **Conception et Développement de modules liés à la maîtrise de la production** sur les thématiques suivantes :
- Maintenance
  - Gestion de production (selon la nature du domaine d'activités)
  - Fonction métrologie
  - Logistique
  - gestion des matériaux physiques,
  - respect des spécifications de conception,
  - utilisation des équipements
  - performance et main-d'œuvre
  - risque production
  - L'ordonnancement : génération et répartition des ordres de fabrication entre les machines, planification de la production.
  - La production : conduite des machines, management des opérateurs et gestion des stocks de matières premières.
  - Les contrôles et enregistrements : contrôle qualité, enregistrement des mouvements de stocks, enregistrement des temps

### D.3.1 Evolution annuelle du nombre de formations réalisées





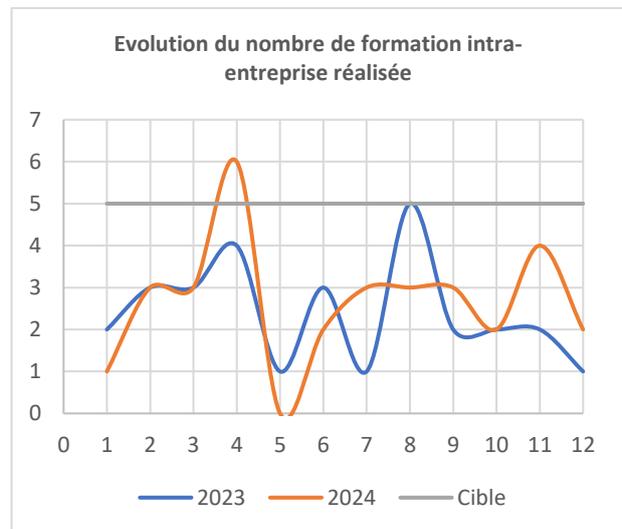
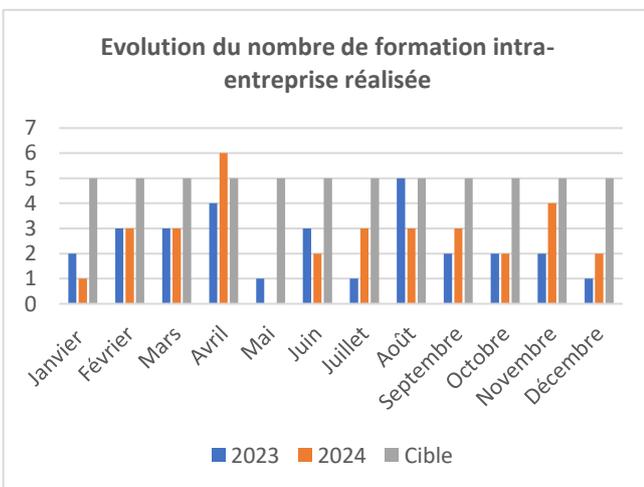
**Commentaires**

Globalement, nous avons réalisé pratiquement en 2024, le même nombre de formation qu'en 2023.

La Direction formation et appui aux entreprises a réalisé 40% de l'objectif annuel ; ce qui est loin de la moyenne de 50% qui conviendrait d'atteindre. Pour corriger cette contreperformance, la DEAGPS doit :

- Mettre en œuvre la nouvelle stratégie commerciale pour l'atteinte de l'objectif annuel.
- Les équipes doivent être mobilisées le dernier semestre 2024, avec des revues mensuelles à effectuer.

**D.3.2 Evolution des formations intra entreprises réalisées**



**Commentaire**

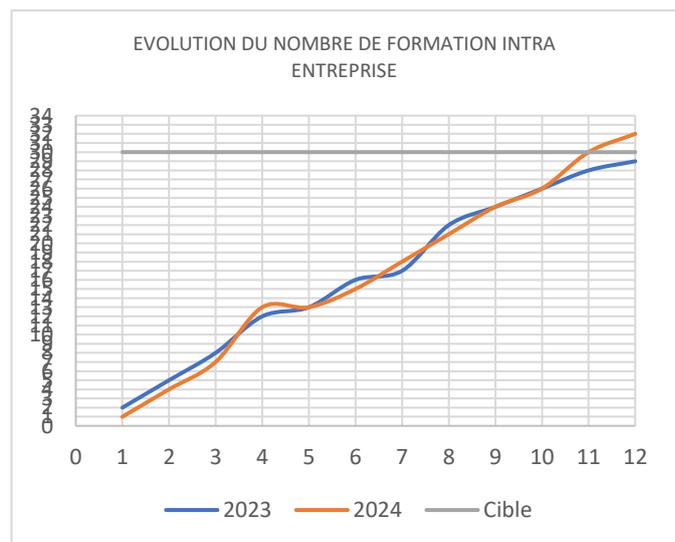
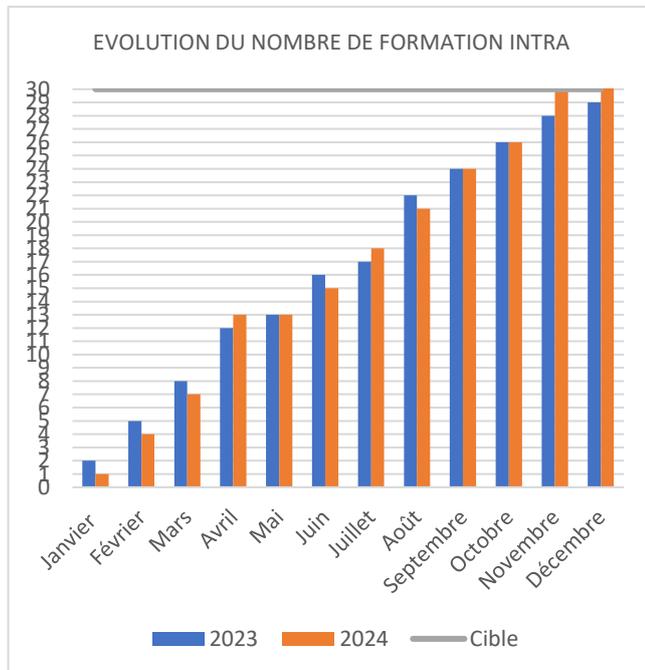
En 2024, le nombre de formations intra-entreprises a connu une légère croissance par rapport à 2023.

97 % de formations réalisées dans les délais. 32 formations réalisées (interentreprises et intra-entreprises) :

- 42 formations (inter et intra) réalisées dans les délais
- 1 formation intra non réalisés dans les délais
- 595 personnes formées dont 538 en intra et 57 en inter

Cela démontre que plus d'efforts sont fait pour les formations intra-entreprises. Lesquels efforts doivent être renforcés pour des résultats encore meilleurs en 2025.

### D.3.3 Evolution des formations interentreprises



#### Commentaire

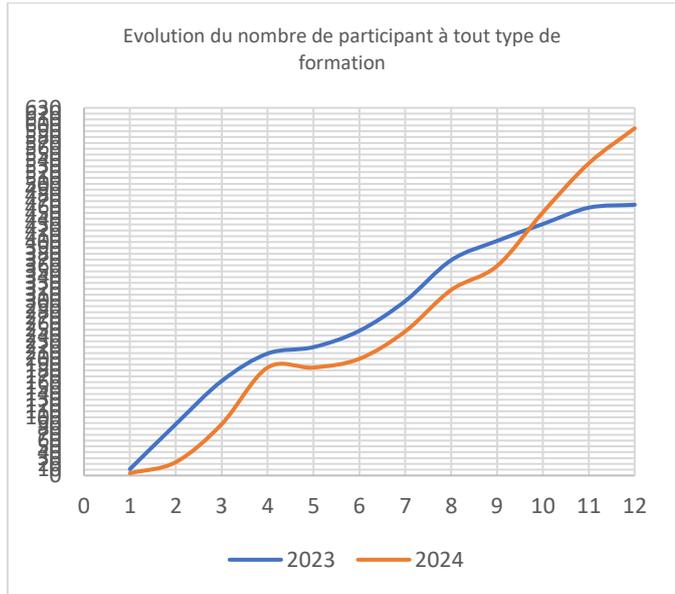
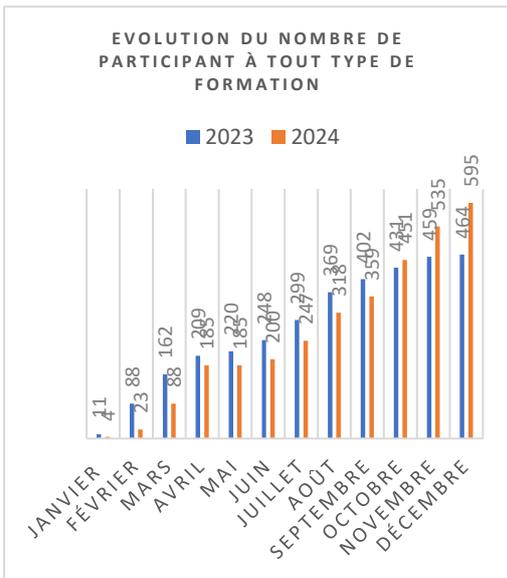
Les mois de juillet et août étant des mois de vacances, aucune formation n'est programmée pendant cette période.

A la reprise des activités dans le mois de septembre, réaliser toutes les formations planifiées et atteindre l'objectif de 5 formations, c'est-à-dire 100% de réalisation de l'objectif.

Toutefois, afin d'avoir de meilleures performances pour 2025, il convient de renforcer plus les activités commerciales et mener les actions suivantes :

- Faire les mailings dans le délai
- Faire du lobbying auprès des formateurs
- Proposer de nouvelles formations avec des thèmes spécifiques qui répondent aux besoins des entreprises
- Travailler en synergie avec les autres directions pour détecter de nouvelles opportunités de formations
- Mettre en œuvre les nouvelles dispositions commerciales, notamment le suivi des protocoles d'ententes.

### D.3.4 Evolution du nombre de personnes formées



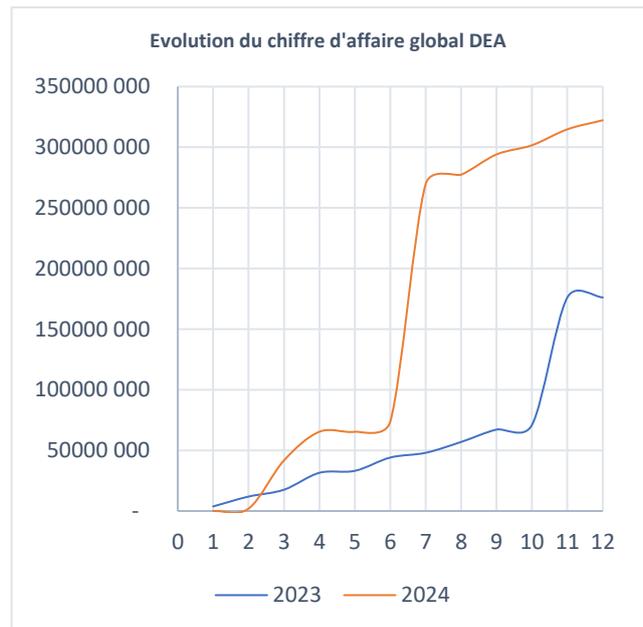
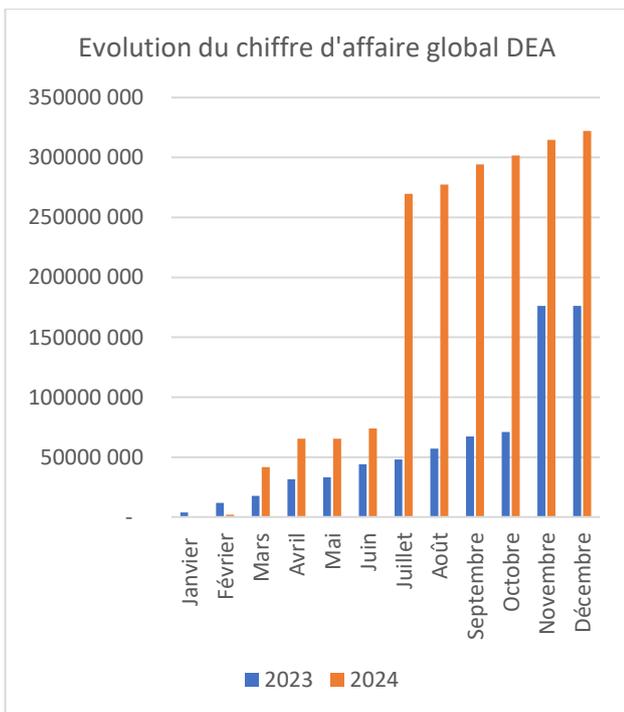
#### Commentaire

En 2024, la DEAGPS a formé 595 personnes pour une cible annuelle de 529 personnes à former. La majorité de l'effectif provient des formations intra entreprises. Il y a donc la nécessité de plus d'actions commerciales pour les formations interentreprises.

Cette bonne performance est due d'une part à la promotion des activités de CODINORM et d'autre part à la proximité avec les entreprises et le lancement des mailings et diffusion du catalogue de formations.

Ces actions positives doivent être maintenues mais également, les équipes doivent accroître les actions commerciales pour des résultats encore meilleurs durant l'année 2025.

### D.3.5 Evolution du chiffre d'affaires



### Commentaire

En 2024, la performance financière de la DEAGPS est de 260.430.666 FCA contre 44.116.000 FCA en 2023. La cible annuelle 210.000.000 FCFA a été atteinte avec un taux de 124% de l'objectif.

Pour l'année 2025, la DEAGPS doit mettre en œuvre toutes les actions de la stratégie commerciale à l'effet maintenir voire améliorer cette bonne performance, notamment :

- Obtenir la signature de conventions pour les projets structurants telles que
  - ✓ les appuis techniques pour la réalisation ou la gestion de projets,
  - ✓ les audits internes et des prestataires externes,
  - ✓ le conseil pour le maintien des systèmes de management,
  - ✓ etc.
- Faire plus de promotion pour la réalisation de formations intra-entreprises
- Faire plus de promotion pour la réalisation des formations interentreprises
- Faire des séminaires de présentation des normes afin de capter des clients pour les programmes de formation
- Suivre la signature des protocoles d'entente envoyés aux entreprises membres de CODINORM
- Etc.

### D.3.6 Entreprises accompagnées par CODINORM

	Entreprises accompagnées	Domaine d'activités	Norme	Commentaires (Difficultés et autres)
1.	Imprimerie Nationale de Côte d'Ivoire	Imprimerie	ISO 9001	Ancien projet en cours de finalisation
2.	DGI	Impôts	ISO 9001	Ancien projet en cours de finalisation
3.	EPC	Production de produit chimique et explosif	ISO 9001 ISO 14001	Projet en cours
4.	DGCE	Commerce Extérieur	ISO 9001	Projet en cours
5.	PROACTIV	Système d'information	ISO 27001	Projet en cours
6.	DGAMP	Affaires maritimes Ivoiriennes	ISO 9001	Projet en cours
7.	ARTI	Autorité des transports	ISO 9001	Projet en cours

En outre, le tableau 8 ci-après présente les résultats des autres activités menées.

**Tableau 8 : Autres activités menées**

Activités	Résultats obtenus 2024
Formations interentreprises organisées par le Centre du Commerce International (ITC), le « Programme de Partenariats Commerciaux du Royaume-Uni (UKTP) en collaboration avec CODINORM, : - mise en œuvre des exigences de la norme ISO 9001:2015 les mercredi 30 et jeudi 31 octobre 2024 à l'Hôtel BELLE COTE, Abidjan. - mise en œuvre des exigences des normes FSSC 22000 version 6 et ISO 22000:2018, du 21 au 25 octobre 2024 à l'Hôtel BELLE COTE, , Abidjan	37 personnes ont bénéficié des formations à la <b>norme ISO 9001:2015 et aux</b> normes FSSC 22000 version 6 et ISO 22000:2018,  NB : formation gratuite dédiée aux formateurs, consultants et auditeurs potentiels
Former des experts nationaux sur de nouveaux sujets des normes de management (rédiger des projets, rechercher financement, exécuter le projet) - ISO 37001 : système de management anti-corruption ISO 37101 : développement durable au sein des communautés territoriales	1- Projet d'Appui à la Réalisation des Systèmes de Management du Développement Durable des Communautés Territoriales de Côte d'Ivoire » selon ISO 37101 : Développement durable au sein des communautés territoriales — Système de management pour le développement durable — Exigences et lignes directrices pour son utilisation. 2- Décret relatif aux exigences des parcs industriels, à la responsabilité sociétale (RSE/RSO) et au développement durable des communautés territoriales

Activités	Résultats obtenus 2024
Renforcer les compétences des PME pour l'exportation	Appui au PME pour la mise en conformité des produits Eau minérale, attiéké frais, boisson aux fruits, lait comestible, produits cosmétiques, eau de javel, huile comestible, bouillon culinaire, yaourt, vinaigre dans les domaines de Bonnes pratiques d'Hygiène, Bonnes pratiques de production et HACCP.
Déployer la politique commerciale	<p>Prospection commerciale de plus de 60 entreprises, dans le cadre des formations, des audits et des accompagnements aux normes de systèmes d'accompagnement</p> <p>Réalisation de formation dans plusieurs domaines innovants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ISO 27001</li> <li>- Normes RH</li> <li>- Entomologie</li> <li>- FSSC 22000</li> <li>- Etc.</li> </ul> <p>Réalisation de formation à distance (Visio conférence)</p> <p>Projet d'équipement de système global en cours d'acquisition</p>
Etablir, documenter, mettre en œuvre et améliorer le SMQ des activités de la Formation	Le processus est documenté et piloté. audit à blanc réalisé en février 2021
<p>Valider les outils et les déployer</p> <p>Accompagnement des entreprises (Industrialiser l'accompagnement des entreprises ; déployer les outils conçus, manager l'équipe projet en back office, revue des projets, ...)</p>	<p>Industrialisation de l'accompagnement des entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formalisation du processus d'accompagnement réalisé - partage de connaissance avec d'autres experts</li> </ul>
Mettre en œuvre les exigences légales et réglementaires au sein des pratiques	<p>Etablissement d'une matrice de détermination et d'évaluation de la conformité aux exigences légales et réglementaire applicable</p> <p>Suivi des actions menées pour assurer la conformité</p>
Mettre en œuvre la stratégie commerciale pour la formation	<p>Stratégie commerciale définie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Segmentation des clients</li> <li>- Etablissement des programmes et mailing de formation</li> <li>- Mise en place d'une newsletter</li> <li>- Diffusion du catalogue</li> </ul>
Système de management (Valider les modules de formations dispensés au travers du processus de conception FOR-PR2 : concevoir et développer des modules de formation, revue des processus, audit des processus formation, audit à blanc, audit de certifications)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Validation du processus de conception</li> <li>- Identification des modules pilotes</li> <li>- Application de la conception pour modules identifiés</li> <li>- Communication sur processus pour son utilisation lors de la conception du nouveau module de la formation</li> </ul>
Etendre les compétences de CODINORM sur des sujets d'intérêt pour le secteur productif (identifier les besoins des opérateurs économiques, signer des partenariats avec des cabinets ayant des compétences spécifiques, fournir les prestations, ...)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 cabinets ont été identifiés pour les secteurs entomologie, RSE au sein des communautés territoriales, Responsabilité sociale des organisations, continuité d'activités (ISO 22301).</li> <li>- 5 formations ont été dispensées en partenariat avec ces cabinets.</li> </ul>
Appuyer le Conseil du Café-Cacao pour la mise en œuvre des normes de la série ARS 1000 – Cacao durable	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les documents sont rédigés</li> <li>- Les processus sont déterminés et décrits</li> <li>- Le plan d'action de la phase pilote est établi et les actions sont conduites</li> </ul>
Orienter l'approche commerciale vers tous les clients de la certification	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des contacts sont établis avec la Direction de la certification pour obtenir la liste de leurs clients.</li> <li>- Une mise en relation est faite par la Direction de la certification, avec les clients qui les visitent</li> <li>- Des mentions de développement des compétences sont indiquées dans les rapports d'audit de certification produits</li> </ul>
Concevoir et mettre à disposition des modules de formations qui permettent aux entreprises d'atteindre des performances liées aux exigences de la marque NI	- Conception d'un programme de formation pour les entreprises du domaine alimentaire

Activités	Résultats obtenus 2024
Concevoir et mettre à disposition des modules de formations qui traitent des nouveaux sujets de normalisation tels que : Système de management Anti-corruption, Développement durable des communautés territoriales	<ul style="list-style-type: none"><li>- Modules de formation conçus pour les thématiques suivantes : ISO 37101, ISO 50001, FSSC 22000</li><li>- Des prospections sont faites pour obtenir des clients</li></ul>
Rechercher des opportunités que nous offrent les relations avec les parties intéressées pertinentes dans le cadre des commissions techniques de normalisation pour développer les projets structurants	<ul style="list-style-type: none"><li>- Démarrage futur du projet d'appui aux « Petites mines » avec la SODEMI</li><li>- Prise de contact avec la DEEPS, pour les structures de soins</li></ul>

# E-

## Information, Partenariat et Études Prospectives

### E. Information, Partenariat et Études Prospectives

La Direction Information, Partenariat et Études Prospectives (DIPEP) est une direction est un centre de documentation technique, spécialisé dans la diffusion d'informations normatives et techniques. Ce centre est investi des missions de Point national d'information sur les obstacles techniques aux commerce (PNI/OTC) tel qu'institué par l'OMC dans le cadre de la facilitation des échanges. Elle gère en outre les études prospectives et rempli ses missions traditionnelles.

#### E.1 Activités

- Information au public portant sur les normes et la réglementation technique
- Activités de questions-Réponses relatives aux normes
- Point d'information sur les obstacles techniques au commerce de l'OMC (PNI / OTC)
- Vente de normes physiques
- Vente électronique de normes aux travers de la plate-forme (PVAN)
- Activités de Veille normative pour le compte des entreprises
- Diffusion d'Information sur la réglementation nationale et communautaire
- Diffusion d'Information sur les normes internationales, régionales et étrangères

- Personnel

Le personnel du CINR est composé de :

- Un (01) Directeur
- Trois (03) Chefs de Département
- Un (01) Chef de service Marketing et Vente (Librairie)
- Un (01) Chef de service Gestion Fonds documentaire
- Trois (03) Stagiaires

- Organigramme

- ↳ **Département CINR**

- ◆ Service d'information et documentation
- ◆ Service Gestion Fonds documentaire
- ◆ Service Marketing et vente (Librairie)

- ↳ **Département Service aux membres**

- ↳ **Département Communication**

- ◆ Service cellule clientèle
- ◆ Service communication et partenariat
- ◆ Service Community management (Ensemble des actions qui permettent d'animer et fédérer des communautés sur Internet)



## E.2 Résultats obtenus

### E.2.1 Département CINR

#### E.2.1.1 Service d'Information et documentation

##### Veille normative des entreprises :

- Des comptes de 19 nouvelles structures ouverts dans le nouveau PVAN (216 au total)
- 762 normes rentrées dans le nouveau PVAN (11596 normes au total)
- 219 normes révisées (643 au total)
- 95 normes annulées (220 au total)

##### Gestion documentaire :

- 3 Documents enregistrés.
- 1542 documents au total.

##### Point des résultats obtenus

- Environ 72 structures ayant migrées dans le nouveau PVAN
- Environ 55 structures sont en attente de leur migration au renouvellement de leur contrat
- 34 domaines d'activités de normes déjà rentrés.
- Reste 5 domaines d'activités de normes à rentrer dans la plateforme

#### E.2.1.2 Service de Gestion du Fonds documentaire

##### ▪ Ressources documentaires disponibles

Accès à plusieurs bases de données pour une ressource documentaire d'environ 60 000 normes disponibles

- ISO (Organisation internationale de normalisation)
- IEC (Commission Électrotechnique Internationale)
- ARSO (Organisation Africaine de Normalisation)
- ASTM (American society for testing and material / société américaine pour les essais et les matériaux)
- CEN (Comité Européen de Normalisation)
- CENELEC (Comité Européen de Normalisation Electrotechnique)
- CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest)
- SMIIC (Standards and Metrology Institute for Islamic Countries)
- NI (Normes ivoiriennes)

##### ▪ Outils de diffusion et d'information sur les normes

Des plateformes en ligne, d'accès aux normes et à la réglementation sont disponibles :

- Plateforme de veille et d'accès aux normes : [www.pvancodinorm.ci](http://www.pvancodinorm.ci)
- Plateforme de veille réglementaire : [www.codinorm.ci/veille-reglementaire/](http://www.codinorm.ci/veille-reglementaire/)
- Newsletters dédiées aux normes

### E.2.1.3 Service Marketing et vente

- Vente des plateformes PVAN et PVR
- Présentation de PVAN

Une présentation de PVAN est faite à certaines réunions à CODINORM.

#### Point Des Résultats Obtenus

Type de document (Nombre de documents vendus)	2022	2023	2024
Normes ISO	425	381	321
Normes Ivoiriennes	186	151	145
Normes AFNOR	36	0 (Signature d'un contrat de distribution en novembre 2023)	0
Autres normes étrangères	74	75	47
<b>TOTAL Documents vendus</b>	<b>721</b>	<b>677</b>	<b>513</b>
<b>TOTAL Chiffre d'Affaires (F CFA)</b>		<b>83 329 540</b>	<b>77 325 052 ( y compris vente PVAN et PVR)</b>

- Abonnement à l'outil de veille Normative

<u>Veille Normative</u>	2022	2023	2024
Finalisation de la Migration vers le nouveau PVAN (PVAN +) de tous les anciens clients	PVAN + n'existait pas	150/150	150/150
Nouvelles souscriptions à PVAN + (service marchand)	40	30	88
Accès à PVAN light pour tous les membres (Création de comptes)	PVAN light n'existait pas	150 / 302	176/ 307

NB :

*PVAN light: accès automatique à tous les membres ayant renseigné la fiche de désignation transmise par le service aux membres*

*PVAN + : clients qui achètent un service PVAN*

- Abonnement à l'outil de veille réglementaire

<u>Veille réglementaire</u>	2022	2023	2024
Nouveaux contrats	40	51	18
Contrats renouvelés	52	57	115
<b>T O T A L (Contrats)</b>	<b>92</b>	<b>108</b>	<b>133</b>

Le nombre de contrat à ce jour est :

- **18** nouveaux contrats
- **115** contrats renouvelés, soit un total de **133 Contrats** de veille réglementaire.

## E.2.2 Département Services aux membres

Nombre de Membres			
	2022	2023	2024
Nouveaux membres	21	20	8
<b>T O T A L</b>	<b>282</b>	<b>302</b>	<b>307</b>

### POINT DES RESULTATS OBTENUS

- **ARRIÉRÉS DE COTISATION 2023** : 16 structures ont régularisé leur adhésion
- **ARRIÉRÉS DE COTISATION 2024**: 36 structures ont régularisé leur adhésion au 30/11/24

### SITUATION DES MEMBRES AU 30/11/2024

- 1 résiliation (FROMAGERIE BEL)
- FUSION :
  - SICOBEL devient MIPA : MIPA et SICOBEL deviennent **1 seule entité**
  - 4 fusions (Microdis – Tomate CI – Ciprem CI) deviennent **1 seule entité : SDTM**
- 10 entreprises fermées (Délice sarl, Plein Sud Distribution, Les Ciments Modernes, Condicaf sa, MMC-CI, Iplast, Anchor CI, Ajinomoto, Omnivalu, Ste Ivoirienne A. & Industries Diverses)

Sur le total de **307** entreprises listées, moins la situation présentée ci-dessus, il reste au total **292 entreprises opérationnelles à la date du 30/11/2024.**

### Formation des membres

- Déjeuner d'échange organisé avec tous les membres le 20 Mars 2024 à l'hôtel Capitole

### Prospection des nouveaux membres

- Projet d'atelier d'organisation d'une grande prospection de nouveaux membres annulé.
- Prospection classique habituelle en cours d'élaboration

## E.2.3 Département Communication

### E.2.3.1 Communication et partenariat

Un plan de communication a été déployé pour sensibiliser les parties intéressées sur les produits et activités de CODINORM.

En outre, une communication sur les réseaux sociaux et les médias télévisuels a été initiée et est en cours. Le but de ces activités est d'accroître la notoriété de CODINORM et sensibiliser au mieux sur la normalisation.

- ✓ Publicités et parutions dans des magazines et journaux ;
- ✓ Participation de CODINORM aux ateliers et réunions ;
- ✓ Newsletter ;

### POINT DES RESULTATS OBTENUS

- ✓ En attente de réponses favorables de la part des ambassades ;
- ✓ Diffusion de la newsletter de CODINORM.
- ✓ Participation de CODINORM aux ateliers & réunions:
  - Réunion du comité de suivi et d'évaluation du protocole d'entente – Ministère des affaires étrangères ;
  - Atelier de consultation sur le commerce électronique ;

- Atelier de formation sur la réglementation européenne concernant les fruits tropicaux ;
- Atelier technique de l'étude sur l'état des lieux du cadre national ;
- 5<sup>ème</sup> réunion ZLECAF ;
- Séance de travail pour le financement de la mise en œuvre de la stratégie nationale du commerce électronique ;
- Atelier de validation du plan d'actions national de la stratégie nationale du commerce électronique en Côte d'Ivoire ;
- Cérémonie de lancement officiel de l'application GUCE MOBILE ;
- Brands Licensing Africa 2024 ;
- CNTIG user conference ;
- Enquête du CIRES sur l'élargissement du contenu local ;
- Editions des journées du droit d'accès à l'information publique 2024 ;
- Journées nationales de la transformation ;
- 3<sup>ème</sup> édition du colloque Africain du Marketing et de la qualité – CAMAQ 2024 ;
- 4<sup>ème</sup> édition de la foire au carrefour du terroir – ACAT 2024 ;
- Réunion sur le diagnostic industriel.

### E.2.3.2 Community management

#### ➤ BILAN D'ACTIVITES

Tâches	Etat d'avancement
Conception du catalogue des normes 2025	Effectuée
Conception du catalogue de formations 2025	Effectuée
Conception d'affiches et visuels divers (Formation, certification...)	Effectuée
Animation et présence sur les réseaux sociaux (Facebook, LinkedIn et YouTube)	Effectuée
Couverture média des rencontres et activités en lien avec CODINORM	Effectuée
Collaboration avec la direction certification pour la campagne de communication du Programme National de Certification des compétences	Effectuée

#### ➤ POINT DES RESULTATS OBTENUS

##### FACEBOOK

- 4157 followers et 3700 mentions « j'aime la page » sur la page Facebook contre 4000 followers avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024;
- 11 publications faites avec 846 interactions, un taux de couverture de 265000 personnes et 5500 visites sur la page Facebook ;
- 13 conversations par message démarrées sur Facebook.

##### LINKEDIN

- 963 abonnés sur la page LinkedIn contre 823 abonnés avant le 1<sup>er</sup> juillet 2024 ;
- 11 publications sur LinkedIn avec 152 réactions et un taux de couverture de 9813 personnes, 43 vues.

##### YOUTUBE

- 26 abonnés sur la chaîne YouTube avec 8 vidéos publiées.

### E.2.3.3 Cellule clientèle

#### ACTIVITÉS MENÉES

1. **Suivi Client Personnalisé :**  
Mise en œuvre un système de suivi client personnalisé pour s'assurer que chaque client reçoit une attention individuelle
2. **Reuves de produits régulières :**  
Organisation des revues régulières des produits ou des services

## Résultats Obtenus

Indicateurs	Résultats	Observations
<b>Compétences d'accueil améliorées</b>	Obtention de retours positifs de 99% des clients	Une amélioration significative dans la qualité de l'accueil.
<b>Performance de vente accrue</b>	Légère hausse des ventes par rapport aux années antérieures	Capacité efficace à identifier et saisir les opportunités commerciales.
<b>Relation client renforcée</b>	Aucun problème non résolu à ce jour	Approche proactive dans la résolution des préoccupations des clients et le renforcement des relations.
<b>Mise à jour continue des connaissances</b>	Participation à des sessions de formation interne	Connaissance approfondie des produits et services, se traduisant par des interactions client plus informées.
<b>Collaboration et efficacité opérationnelle</b>	Contribution active aux initiatives d'amélioration des processus internes,	Augmentation de l'efficacité opérationnelle et à un environnement de travail positif.

F-

## Qualité Interne

### F. Qualité interne

Les services de la formation réaliseront leur audit interne en septembre 2024. L'examen de certification selon ISO 9001 est pour décembre 2024.

#### Communication avec les parties intéressées

Des plates-formes ont été développées pour améliorer la communication avec les parties intéressées.

Il s'agit de :

- Plateforme de veille et d'accès aux normes : [www.pvancodinorm.com](http://www.pvancodinorm.com)
- Plateforme de veille réglementaire : [www.veille-reglementaire.codinorm.ci](http://www.veille-reglementaire.codinorm.ci)
- Plateforme de travail des comités techniques de normalisation : [www.normlisation.codinorm.ci](http://www.normlisation.codinorm.ci)
- Plateforme de travail des comités techniques de certification : [www.certification.codinorm.ci](http://www.certification.codinorm.ci)
- Site web des produits certifiés : [www.produits-certifies.codinorm.ci](http://www.produits-certifies.codinorm.ci)
- Site web de personnes certifiées : [www.competences.codinorm.ci](http://www.competences.codinorm.ci)

Un plan de communication est en cours de préparation sur l'ensemble des activités de CODINORM.

## G-

# Représentation de la Côte d'Ivoire dans les instances régionales et internationales de normalisation

### G. Représentation de la Côte d'Ivoire dans les instances régionales et internationales de normalisation

CODINORM participe en tant que membre aux travaux des organisations régionales et internationales de normalisation suivantes :

- AFSEC (Commission Africaine de Normalisation Électrotechnique)
- ARSO (Organisation Régionale Africaine de Normalisation)
- ASTM (American society for testing and material / société américaine pour les essais et les matériaux)
- CEDEAO (Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest)
- CEN (Comité Européen de Normalisation)
- IEC (Commission Électrotechnique Internationale)
- IECEE (Système d'évaluation de la conformité des équipements et des composants électrotechniques)
- ISO (Organisation internationale de normalisation)
- SMIC (Standards and Metrology Institute for Islamic Countries)
- SOAC (Système Ouest Africain d'Accréditation)
- CENELEC (Comité Européen de Normalisation Électrotechnique)

# H-

## Faits marquants

### H. Faits marquants

N°	Faits marquants réalisés	Observations/résultats
1.	Industrie 4.0	<p>Mise en place du dispositif de certification des compétences des auditeurs et formateurs de formateurs dans l'Industrie 4.0 en cours (Activités réalisées de concert avec l'INNORPI, Tunisie)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rédaction du règlement de certification</li> <li>- Formations des acteurs</li> <li>- Organisation des examens</li> <li>- Délivrance de certificat</li> </ul> <p>NB : Programme financé par l'ONUDI</p>
2.	Certification des personnes	Cérémonie de remise de certificat PV et EE en partenariat avec le GIZ, le ministère de l'Energie et le ministère de la formation professionnelle, le 11 juillet 2024
3.	Phase pilote en voie d'achèvement dans le Cacao durable.	<p>13 Délégations Régionales</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mission de suivi du lancement de la phase pilote ARS 1000 : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 coopératives ont été visitées pour leur expliquer les exigences de la norme ARS 1000 partie 1 et 2 pour la normalisation</li> <li>- Formation des Organismes de Certification</li> <li>- Formation de cabinets de formations</li> </ul> </li> <li>• Rédaction du guide d'opérationnalisation (le comment faire et mise en œuvre de la norme)</li> <li>• Guide d'interprétation de la norme (exigence et exemple)</li> </ul>
4.	Riz enrichi	<p>Rédaction de 4 normes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 norme de spécification sur le riz enrichi</li> <li>- 1 norme d'échantillonnage et méthodes d'essais sur le riz enrichi</li> <li>- 1 norme de spécification sur les grains de prémélange</li> <li>- 1 norme d'échantillonnage et méthodes d'essais sur les grains de prémélange</li> </ul> <p>En attente de la Communication en conseil des ministres</p> <p>Programme piloté par le SE-CONNAPE</p>
5.	Programme Automobile de Côte d'Ivoire (PACI)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mission de partage d'expériences avec GSA Ghana</li> <li>- Voyage d'étude sur le secteur automobile en Afrique du Sud - du 28 octobre au 1er novembre 2024</li> <li>- CODINORM est membre du comité de pilotage du PACI</li> <li>- Définition de la feuille de route pour opérationnaliser le PACI en début octobre 2024</li> <li>- En préparation, le Business plan vu par CODINORM</li> </ul>
6.	Transmission de 14 projets de textes réglementaires à la DGI	Séance de travail avec le Directeur Général de l'Industrie sur 14 projets de textes réglementaires structurants

N°	Faits marquants réalisés	Observations/résultats									
7.	Travaux de reconceptualisation et révision du schéma du décret du Programme VOC en vue de faire de CODINORM un acteur majeur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Redéfinition de nouveau cadre du Programme VOC pour le rendre plus efficace et conforme aux règles internationales et la réglementation nationale en vigueur et viser plusieurs autres produits et familles de produits</li> <li>- Révision du décret 1152 pour le mettre en cohérence avec le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (ou SH)</li> </ul>									
8.	Collaboration entre le Ghana Standard Authority (GSA)	Signature de Convention cadre de collaboration entre le Ghana Standard Authority (GSA) <ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme VOC</li> <li>- Certification</li> <li>- Reconnaissance de marque</li> </ul>									
9.	Hévéa durable	Mise en œuvre du programme de certification labellisation d'Hévéa durable									
10.	OID  Un OID (Object Identifiant) est un identifiant universel d'objet physique ou virtuel reposant sur système d'attribution internationalisé, structuré hiérarchiquement. Ce système d'identification a été défini par l'ITU (International Telecommunication Union).	Suivi de l'accord pour la désignation des autorités d'enregistrement des OIDs en Côte d'Ivoire <table border="1" data-bbox="730 824 1422 1077" style="margin: 10px auto;"> <thead> <tr> <th>Entités</th> <th>Arc</th> <th>Domaines concernés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>ARTCI</td> <td>{itu-t(0) administration(2)}</td> <td>Télécommunication</td> </tr> <tr> <td>CODINORM</td> <td>{iso(1) member-body (2) ci (384)}</td> <td>Tous les autres domaines à l'exception des Télécommunications</td> </tr> </tbody> </table> <p>L'OID est utilisé pour identifier de façon unique des objets dans une structure de dénomination hiérarchique.                      Il s'agit d'une séquence de nombres attribués à chaque objet de la hiérarchie.                      Chaque OID correspond à un nœud dans l'arborescence ou hiérarchie des OID.                      La hiérarchie commence par la racine, qui est représentée par le chiffre 0, 1 ou 2.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 0 : ITU-T</li> <li>• 1 : ISO</li> <li>• 2 : joint-iso-itu-t</li> </ul> <p>- Les arcs sous la racine 0 sont administrés par l'UIT                      - Les arcs sous la racine 1 sont administrés par l'ISO et                      Les arcs sous la racine 2 sont administrés conjointement par l'ISO et l'UIT</p>	Entités	Arc	Domaines concernés	ARTCI	{itu-t(0) administration(2)}	Télécommunication	CODINORM	{iso(1) member-body (2) ci (384)}	Tous les autres domaines à l'exception des Télécommunications
Entités	Arc	Domaines concernés									
ARTCI	{itu-t(0) administration(2)}	Télécommunication									
CODINORM	{iso(1) member-body (2) ci (384)}	Tous les autres domaines à l'exception des Télécommunications									
11.	CODINORM a bénéficié de l'appui du programme « <b>United Kingdom Trade Partnerships Programme (UKTP)</b> exécuté par des experts désignés du Centre International du Commerce (ITC)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation sur la mise en œuvre des exigences de la norme FSSC 22000 v6 et l'ISO 22000 : 2018 de 21 à 25 octobre 2024, Hôtel Belle côte, Abidjan, Côte d'Ivoire</li> <li>- Formation des formateurs, consultant et auditeurs potentiels sur la mise en œuvre des exigences de la norme ISO 9001 DU 30 AU 31 OCTOBRE 2024 _ Hôtel Belle côte, Abidjan, Côte d'Ivoire</li> <li>- Formation à l'élaboration et la promotion des normes conformément à l'accord OMC- OTC ET LE GUIDE ISO/CEI 21-1 jeudi 21 novembre 2024 Hôtel Belle côte, Abidjan, Côte d'Ivoire</li> <li>- Formation aux bonnes pratiques pour l'élaboration et l'application des règlements techniques, 22 novembre 2024 , Hôtel Belle côte, Abidjan, Côte d'Ivoire</li> </ul>									

# I- Bureau du Directeur

## I. Bureau du Directeur

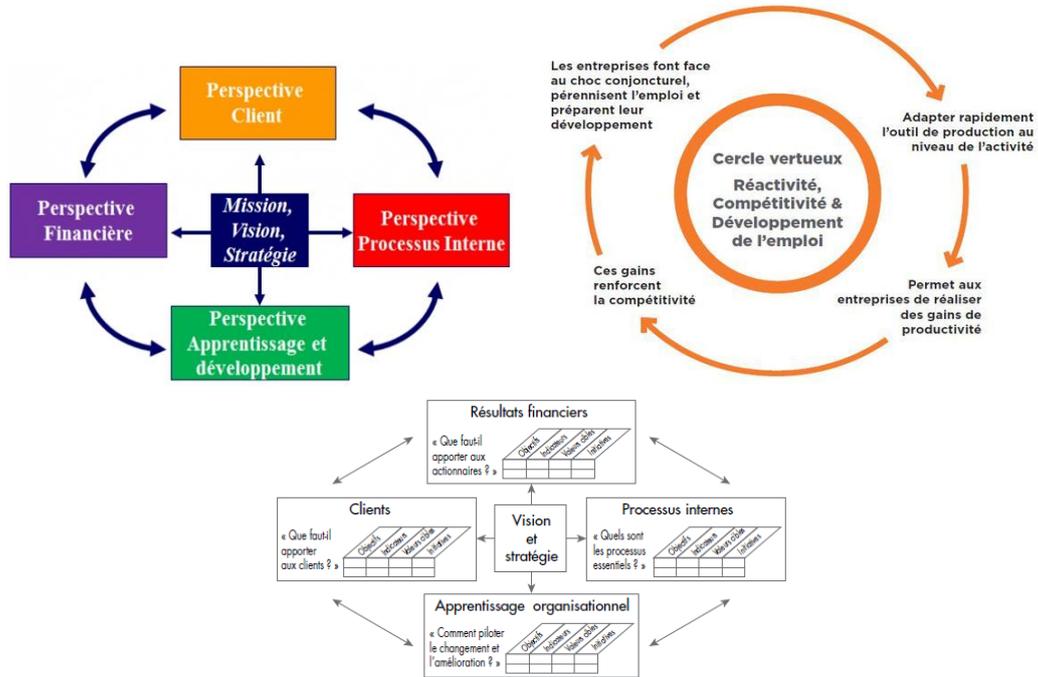
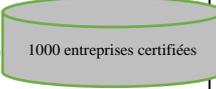


Figure : Tableau de bord prospectif pour mesurer les performances de CODINORM

**Tableau 9 : Axes de réflexion sur les performances attendues du plan stratégique de CODINORM : activités de soutien du Conseil d'Administration**

Enjeu / Orientation stratégique	PRODUITS / CIBLES	LEVIERS / APPROCHES STRATEGIQUES	Activités/textes réglementaires structurants	Actions attendues des administrateurs
<b>ENJEU 1 :</b> LEADERSHIP ET COHERENCE DES ACTIONS POUR L'ELABORATION ET L'APPLICATION DES NORMES (PROTECTION DES CONSOMMATEURS ET QUALITE DES PRODUITS ET SERVICES)				
<b>1- Orientation stratégique</b> Mise en œuvre des mécanismes pour le développement et l'application effective des normes en s'appuyant sur le cadre réglementaire : loi et décrets sur la normalisation et la promotion de la qualité	 	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reformes Marchés Publics</li> <li>Communication envers le grand public</li> <li>Communication envers les filières</li> <li>Autres textes règlementaires structurants</li> <li>Programme de formation et transfert de compétences d'experts techniques Certification Produits</li> </ul>	Voir le Tableau identifiant l'ensemble des textes structurants pour le développement des activités de normalisation et l'évaluation de la conformité en Côte d'Ivoire (ensemble des 10 décrets et leur CCM)	<ol style="list-style-type: none"> <li>1- Faire publier le nouveau décret concernant la procédure des révisions des dossiers d'Appels d'offres voir le décret de la haute autorité des marchés publics</li> <li>2- Faire engager le secteur productif et le secteur de service à la certification obligatoire et réglementaire de leurs produits</li> </ol>

Enjeu / Orientation stratégique	PRODUITS / CIBLES	LEVIERS / APPROCHES STRATEGIQUES	Activités/textes réglementaires structurants	Actions attendues des administrateurs
<p>2- <b>Faire la promotion de la Stratégie Nationale de Normalisation (SNN)</b></p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Financement État/Budget-promotion de la SNN actualisée 2021-2025</li> <li>Financement par le Secteur Privé par les Dons et Libéralités consenties (Art. 18G) livre premier du CGI ???</li> <li>Les droits d'assises, les produits du tabac et la Taxe spéciale d'équipement (TSE) ???</li> </ul>		<p>3- Faire financer la SNN par la fiscalité nationale (taxes à identifier)</p> <p>4- Rendre CODINORM éligibles aux « budgets non ventilables » NB : l'appui budgétaire octroyé doit être séparé différencié de celui de sa tutelle et doit lui être directement transmise ou attribuée</p>
<p><b>ENJEU 2 : APPUI À LA COMPETITIVITE DES ENTREPRISES</b></p>				
<p><b>Orientations stratégiques</b></p> <p><b>Accroître et améliorer l'offre de service de CODINORM</b></p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Exigences d'accès aux normes pertinentes pour les différents secteurs d'activités</li> <li>Relation avec certains donneurs d'ordre (exemple : secteur de la Santé, ...)</li> <li>Exigences d'accès aux normes pertinentes pour les entreprises certifiées (voir convention de travail)</li> <li>Approche commerciale basée sur le portefeuille des entreprises s'appuyant sur les exigences de la Direction de la certification Produit (exploitation des rapports ...)</li> <li>Conception et financement des projets</li> <li>Textes réglementaires adaptés aux besoins du développement des filières</li> <li>Compétitivités des filières :                         <ul style="list-style-type: none"> <li>- Normalisation</li> <li>- Formation</li> <li>- Certifications</li> <li>- Accès aux</li> </ul> </li> <li>Partenariat avec Chambres consulaires, ministères concernés et autres</li> <li>Simplification du mécanisme d'évaluation des candidats</li> <li>Développement de E-évaluation</li> <li>Communication</li> </ul>		<p>5- Solliciter l'appui des administrations selon leur champ de compétences pour rendre obligatoire à l'accès aux normes comme une des conditions des agréments des entreprises</p> <p>6- Appui du secteur privé pour un accord cadre de mise à niveau des entreprises entre CODINORM et le FDFP</p>

**Actions attendues des administrateurs**

- 1- Faire publier le nouveau décret concernant la procédure des révisions des dossiers d'Appels d'offres voir le décret de la haute autorité des marchés publics
- 2- Faire engager le secteur productif et le secteur de service à la certification obligatoire et réglementaire de leurs produits
- 3- Faire financer la SNN par la fiscalité nationale (taxes à identifier)
- 4- Rendre CODINORM éligibles aux « budgets non ventilables »

NB : l'appui budgétaire octroyé doit être séparé, différencié de celui de sa tutelle et doit lui être directement transmise ou attribuée.

**Résultats obtenus****• Stratégie Commerciale**

La Mise en œuvre de la nouvelle approche commerciale a permis de cibler les entreprises membres de CODINORM en vue de leur proposer l'ensemble des produits de CODINORM : formation, veille normative, certification.

- 1 personne ressource est dédiée aux traitements des préoccupations des internautes
- 2 personnes ressources sont dédiées à la prise en charge de tous les usagers ayant un contact avec CODINORM
- Rencontre organisée avec les membres de CODINORM en vue de leur présenter les produits de CODINORM (formation, veille normative, certification)
- Plusieurs actions de communication menées
- Indicateurs relatifs à la Stratégie Commerciale pour évaluer le niveau de maturité des entreprises en convention sont établis
- Grille de mesure de confiance par rapport au niveau de gestion de production comprenant 5 critères d'évaluation et 5 niveaux de maturité est élaborée

## J-

# Programme d'Activités 2025 – Projets structurants

## J. Programme d'Activités 2025 – Projets structurants

Note :

**Indicateurs de résultat** : Ils renseignent sur l'atteinte des objectifs du processus et sur la conformité du produit ou du service.

**Indicateurs d'activité** : ils renseignent sur les quantités réalisées, les quantités consommées, l'activité générée

**Indicateurs de perception** : ils renseignent sur la perception qu'ont les clients et les autres parties prenantes du processus (exemple : enquête de satisfaction).

Activités (voir tableau Plan d'actions)	Projets / activités	Objectifs	Indicateurs : • Résultat • Activité • Perception	Chronogramme (Trimestre =T)				Résultats 2024 obtenus
				T1	T2	T3	T4	
Cerner et étudier les nouveaux enjeux nationaux auxquels pourraient être appliquées des solutions axées sur les normes	1. Cacao durable	Mettre en œuvre la norme ARS 1000 pour le cacao durable en traduisant les exigences de la norme en exigences réglementaire	Décret publié au JORCI	X	X	X	X	<ul style="list-style-type: none"> <li>- décret signé,</li> <li>- Convention cadre signée</li> <li>- Textes règlementaires et leur rapport de communication en conseil de ministre transmis au Conseil du Café-Cacao ( 1 DECRET_relations parties intéressées, 3 Arrêté_Conseil Surveillance Indépendant, _V2 2 a Arrêté_relations parties intéressées_V3 3 a Arrêté_Structure dédiée_V1</li> <li>- Manuel d'opérationnalisation élaboré et validé par le CCC</li> <li>- 2 projets d'arrêtés soumis au CCC (Arrêté interministériel portant attributions, organisation et fonctionnement du conseil de surveillance cacao durable et traçable en abrégé CSI et Arrêté interministériel définissant les relations entre le conseil du Café-Cacao et les autres parties intéressées pour la mise en œuvre de la norme ARS 1000 pour le cacao durable)</li> </ul>
	2. Décret NI service formation	S'assurer que les Prestataires de Service de Formation (PSF) dispensent une formation de qualité.	Décret publié au JORCI	X	X	X	X	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité de certification NI-Service formation créé</li> <li>- Règlement de certification adopté</li> <li>- Projet de décret NI-Service formation proposé et soumis au Ministère de l'Enseignement technique</li> </ul>
	3. Stratégie NATIONALE EXPORTATION	Développer des certifications produits permettant l'exportation (Normes, systèmes d'évaluation, accompagnement, formations)	Taux d'application sectorielles développées	X	X	X	X	<p>Accord de partenariat signé entre le CNE et CODINORM</p> <p>33 dossiers sont à traiter</p>
	4. Fonds d'Appui à l'Infrastructure Qualité et à la Compétitivité Industrielle	Soutenir la politique nationale de la qualité	Loi et décret publiés	X	X	X	X	Projet de loi portant institution du Fonds d'Appui à l'Infrastructure Qualité et à la Compétitivité Industrielle en abrégé FOICI et le projet de DECRET 2021 portant orientation et désignation de l'administrateur du Fonds d'Appui à

Activités (voir tableau Plan d'actions)	Projets / activités	Objectifs	Indicateurs : • Résultat • Activité • Perception	Chronogramme (Trimestre =T)				Résultats 2024 obtenus
				T1	T2	T3	T4	
<b>Cerner et étudier les nouveaux enjeux nationaux auxquels pourraient être appliquées des solutions axées sur les normes</b>								l'Infrastructure Qualité et à la Compétitivité Industrielle en abrégé FOCI sont rédigés
	5. Accessoires et bouteille de Gaz Butane	Certifier les accessoires et bouteille de Gaz Butane et réglementer leur importation en vue de préserver la sécurité du consommateur	Décrets publiés  Taux de conventions signées avec les opérateurs économiques	X	X	X	X	Le projet décret n°2021- du 2021 réglementant l'importation et la fabrication locale des accessoires et matériels de raccordement de bouteilles à gaz et le décret n°2021- du 2021 réglementant l'importation et la fabrication locale des bouteilles de gaz ont été proposés
	6. Programme d'Accréditation et de Certification des Établissements de Santé PACAES	Certifier et accréditer les établissements de santé en vue d'assurer la qualité des soins dans les hôpitaux	Décrets publiés	X	X	X	X	Projet de décret en application de la loi sur la santé rédigé et transmis au CRESAC
	7. Projet DGDDL CDN MPL	Introduire la norme ISO 37101 comme outils de gouvernance des communautés territoriales	Projet financé par la BAD.	X	X	X	X	Une proposition visant l'octroi d'un prêt BAD de 46,403 millions d'euros (34 milliards de F CFA) pour le financement du projet Appui à la Réalisation des Systèmes de Management du Développement Durable des Communautés Territoriales de Côte d'Ivoire a été rédigée
	8. RESPONSABILITE SOCIETALE	Engager les entreprises face à leur responsabilité sociétale sur le développement local en imposant par ailleurs la certification des communautés territoriales par rapport à ISO 37101	Décret publié au JORCI  Norme sur les parcs industriels élaborée	X	X	X	X	Le projet de décret relatif aux exigences des parcs industriels, à la responsabilité sociétale (RSE/RSO) et au développement durable des communautés territoriales a été rédigé
	9. GESTION DE LA SECURITE SANITAIRE DES DENREES ALIMENTAIRES	Assurer la sécurité sanitaire de toutes les denrées alimentaires vendues à tous les espaces	Décret publié au JORCI	X	X	X	X	Le projet de décret portant modalités de gestion de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires a été rédigé
	10. Certification dans les secteurs du Bâtiment et des Travaux Publics	Certifier les activités, les procédés, les personnes et les produits du secteur du bâtiment pour accroître les performances du secteur  Les Marques NI-Compétences, NI-services, NI-procédés, NI-Matériaux, NI-Efficacité Énergétique, NI-Bâtiment Durable, NI- HQE (haute qualité environnementale) et NI-énergie carbone	Décret publié au JORCI Taux d'application sectorielles développées	X	X	X	X	<b>Le projet de décret</b> Instaurant les mesures de certification dans les secteurs du Bâtiment et des Travaux Publics rédigé et transmis au ministère de la construction
	11. Marchés Publics	Prendre en compte les exigences de la certification dans la révision des Dossiers Techniques d'Appels d'Offres révisés (DTAO)	DTAO révisés		X	X	X	<b>Études effectuées</b> par un cabinet français achevées Les exigences de CODINORM pour la certification pris en compte dans le rapport d'études transmis à l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP)